

*l'Anti*capitaliste

n°453 | 29 novembre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LA VIE CHÈRE L'INJUSTICE FISCALE LES INÉGALITÉS



TOU-TE-S ENSEMBLE!

Dossier

MARSEILLE
RÊVE MUNICIPAL, CAUCHEMAR
SOCIAL! Pages 6 et 7

ÉDITO

Vent de colère et écrans
de fumée Page 2

PREMIER PLAN

24 novembre 2018: un grand
pas vers la reconstruction
d'un mouvement féministe?
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
18 décembre: renforcer l'unité
et construire la mobilisation
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Robin Drevet
d'Act Up-Paris
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Vent de colère et écrans de fumée

Premiers effets de la mobilisation des gilets jaunes? La présentation du projet de « loi d'orientation des mobilités » s'est faite sous le signe de la volonté affichée de « sortir du tout-voiture » et de « désenclaver la France périphérique ». Mais à y regarder de plus près, on se rend compte, une fois de plus, que le gouvernement tente, au moyen de quelques écrans de fumée verte (et jaune?), de dissimuler la nature profonde de sa politique : destructrice sur les plans social et environnemental.

En effet, au-delà de quelques mesures symboliques (et peu ou pas financées), l'essentiel demeure, avec entre autres le maintien de projets routiers qui vont accroître le trafic, les nuisances et la pollution, entre autres les contournements à Strasbourg, Arles ou Rouen. À noter également, comme le souligne le Réseau action climat, le report de la vignette poids lourds « alors que le transport routier bénéficie d'une concurrence déloyale face au fret fluvial et ferroviaire », ainsi que le maintien des avantages fiscaux sur le kérosène pour le transport aérien et sur le gazole pour le transport routier. Et que penser des annonces concernant le ferroviaire, dans lequel l'État promet d'investir massivement? Le « en-même-temps » macronien pourrait faire sourire si la situation s'y prêtait, mais ce n'est malheureusement pas le cas. Ainsi, les déclarations de la ministre des Transports Elisabeth Borne, qui promet que « l'État va aussi investir à hauteur de 2,6 milliards pour augmenter l'offre de trains au quotidien, là où il y a le plus de besoins » sont une véritable provocation contre toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés contre la loi ferroviaire portée par ce même gouvernement au printemps dernier, et qui constatent l'accélération des fermetures de « petites lignes », des Hautes-Alpes aux Cévennes en passant par l'Auvergne.

On remarquera, enfin, l'usage désormais coutumier d'une novlangue destinée à rendre plus séduisant le projet de société rétrograde que l'on veut nous imposer. Pourquoi parler de « mobilités » et non de « transports » ? Comme si le fait de devoir se déplacer toujours plus pour se rendre au boulot (quand on en a un), pour accéder aux services publics ou, tout simplement, faire ses courses, était synonyme de dynamisme et de liberté... À chacune de ses annonces, la Macronie semble se complaire un peu plus dans une posture où l'hypocrisie le dispute au mépris. À n'en pas douter, cette attitude alimente le vent de colère qui souffle dans le pays et qui pourrait, dans les semaines qui viennent, se transformer en tempête.

BIEN DIT

« Les données scientifiques sont sans équivoque. Si l'on ne réduit pas rapidement les émissions de gaz à effet de serre, et notamment de CO₂, les changements climatiques auront des conséquences irréversibles et toujours plus destructrices pour la vie sur Terre »

PETTERI TAALAS, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM, agence de l'ONU), jeudi 22 novembre 2018.

À la Une

Contre la vie chère, l'injustice fiscale, les inégalités : touTEs ensemble!

Mardi, lors d'un discours devant le Haut conseil à l'action climatique, Macron a tenté de désamorcer la colère qui s'est encore largement exprimée dans les rues et sur les routes samedi dernier. Peine perdue : ce long blabla sur la méthode ne va certainement pas éteindre un mouvement né des injustices sociales et fiscales que nourrit sa politique.

Le discours de Macron consacré à la politique énergétique a commencé par un terrible aveu de sa part : « Nous avons fait trop peu ». Si le président entend parler de sa politique en direction des classes populaires, on pourrait même rajouter que dire cela, c'est déjà trop...

Du fric pour les uns, des mots pour les autres

Ce discours sur la méthode censé répondre au mouvement des gilets jaunes a été une belle illustration d'une fin de non-recevoir de la colère populaire qui s'exprime partout depuis plusieurs semaines. D'abord parce que Macron le dit et le répète : le cap ne changera pas, car il est « juste et nécessaire »...

En matière énergétique, cela veut d'abord dire qu'au-delà des mots ronflants sur les énergies renouvelables, et sur la nécessité de « se désintoxiquer des énergies fossiles », l'essentiel reste. Ainsi, rappelant l'objectif des 50% de nucléaire renvoyé à 2035, il ajoute que « réduire la part du nucléaire, ce n'est pas renoncer au nucléaire ». Et Macron de réaffirmer sa foi dans l'énergie nucléaire, l'EPR, etc. Du côté sonnante et trébuchant, 9 milliards sont mis sur la table pour la transition énergétique, essentiellement on s'en doute pour les caisses des grandes entreprises du secteur... Ceux d'en bas, eux, devront se contenter de belles paroles et d'explications un brin condescendantes... avec pour commencer l'annonce d'un débat national de trois mois sur la transition énergétique. Un débat que Macron promet de mettre à profit pour réfléchir à la façon dont les taxes sur les carburants pourraient s'adapter aux fluctuations du marché afin de ne pas pénaliser les porte-monnaies. Une heure de blabla... pour répondre au mouvement social qu'il est temps de débattre!



Les gilets jaunes ont encore du carburant

Pourtant, quelques jours plus tôt, le mécontentement s'était encore massivement exprimé. Si les politiciens à la solde du macronisme et les médias aux ordres ont largement relayé ce qui s'est passé sur les Champs-Élysées samedi dernier, ils se sont peu attardés – et pour cause – sur le fait qu'à travers tout le pays, à l'image de ce qui s'était passé le 17 novembre, des blocages et barrages avaient lieu. Et même en prenant comme seule source le ministère de l'Intérieur, les chiffres montrent la permanence d'une mobilisation qui mettait encore dans la rue plus de 100 000 personnes samedi.

Si le mouvement des gilets jaunes n'a cette fois-ci pas connu certains débordements racistes ou homophobes malheureusement constatés le week-end précédent, la présence de l'ultra-droite dans les affrontements à Paris, le pédigrée de certains « porte-parole » ou (déjà) ex-figures du mouvement, la confusion dans certaines revendications et certains mots d'ordre, montrent que l'extrême droite cherche à y être à l'offensive.

Pourtant, le mouvement, populaire dans sa composition et légitime dans ses revendications, ne doit pas être réduit à cela. Et dans plusieurs endroits, des appels unitaires d'organisations de la gauche sociale et politique ont permis à ces forces de créer des convergences avec les gilets jaunes. À Paris, c'est même un cortège symbolique de cheminotEs qui, vêtus de leur gilet orange, sont allés distribuer leur tract sur les Champs-Élysées.

À quand le mouvement ouvrier?

Macron, qui dit « entendre la juste part de colère », ne pourra pas jouer longtemps au petit jeu de la division entre les bons manifestants et les mauvais casseurs. L'action des gilets jaunes continue, et le mouvement ouvrier, la gauche sociale et politique seraient bien inspirés d'être à l'offensive, de créer les convergences nécessaires pour obliger le pouvoir à reculer. Cela veut dire prendre des initiatives pour amplifier le mouvement contre la vie chère et défendre les revendications du monde du travail : contre l'injustice fiscale, pour des

augmentations de tous les revenus du travail, pensions, allocations, embaucher massivement pour développer les services publics, financer la transition énergétique et pas le capitalisme relooké en vert... Pour cela, nous avons besoin de toutes les forces afin de bloquer l'activité économique, par la grève.

Après l'heure, c'est trop tard. Contre toutes les inerties, c'est donc le moment pour les militantEs du mouvement ouvrier de rentrer dans la contestation : en s'appuyant sur les cadres unitaires locaux existant dans différentes villes, en cherchant à les impulser là où ils n'existent pas, en relayant les débats et appels existant au sein du mouvement social, du syndicalisme (tel l'appel des « syndicalistes contre la vie chère » publié mardi par *Mediapart*), faire que partout où c'est possible s'exprime la nécessité de fédérer les colères, et se construise concrètement les convergences contre la politique d'un gouvernement des riches résolument droit dans ses bottes et terriblement méprisant. Jusqu'à quand?

Manu Bichindaritz

24 NOVEMBRE 2018

Un grand pas vers la reconstruction d'un mouvement féministe?

Le mouvement féministe connaît un renouveau sur la scène internationale, en particulier en Amérique latine mais aussi en Europe, caractérisé par son auto-organisation (assemblées générales de quartiers et de ville) et ses moyens d'action, notamment la grève.

Ce mouvement n'est pas près de s'essouffler : le 24 novembre, ce sont 200 000 personnes qui ont défilé en Italie à l'appel de Non Una Di Meno, pour leurs droits et contre le gouvernement Salvini. En France, le mouvement féministe divisé depuis longtemps peinait à rassembler, malgré quelques tentatives. Samedi, à l'appel de « Nous Toutes », ce sont entre 12 000 et 30 000 personnes qui se sont rassemblées à Paris, et 50 000 partout en France



TWITTER NOUSTOUTES

selon les organisatrices. Cette mobilisation se place dans la lignée de la manifestation du 25 novembre 1995, moment précurseur du grand mouvement de grève de l'hiver 1995. C'est assurément une des plus grosses manifestations féministes depuis dix ans.

Nous Toutes : la recette du succès?

Nous Toutes a été lancé par Caroline de Haas, avec d'autres militantes féministes, des organisations faisant partie du CNDF, et quelques militantes issues du féminisme non institutionnel. Le mot d'ordre était simple, il ne fallait pas reproduire les débats du mouvement féministe à l'infini. Nous Toutes ne trancherait donc pas la question du voile ni la question de la prostitution, pour mettre tout le monde autour de la table contre les violences sexistes.

Un monde à changer

SALAIRES EN BERNE, FEMMES DISCRIMINÉES

L'organisation internationale du travail (OIT) vient de publier un rapport sur les salaires dans le monde. En 2017, la croissance des salaires est tombée à son rythme le plus bas depuis 2008, et reste bien inférieure aux niveaux atteints avant la crise financière mondiale. Pratiquement dans tous les pays, la hausse des salaires réels (c'est-à-dire ajustés pour tenir compte de l'inflation) a ralenti en 2017 (même si elle demeure soutenue en Chine, Corée, Thaïlande...). L'augmentation est particulièrement faible dans les pays à revenu moyen élevé. Ainsi en Europe (à l'exclusion de l'Europe orientale), elle est tombée à environ zéro en 2017, du fait d'une croissance plus faible des salaires dans des pays tels que la France et l'Allemagne et d'une baisse des salaires réels en Italie et en Espagne. L'OIT montre que la croissance des salaires est, sur la période 1999-2017, nettement à la traîne comparée à la progression de la productivité dans les pays à revenu élevé: il en résulte que la part des revenus du travail (ou

«part du travail», la part de la rémunération du travail dans le PIB) reste largement inférieure aux niveaux du début des années 1990. Autrement dit, le taux d'exploitation a augmenté. À noter que dans cette étude, l'OIT utilise les salaires moyens; or, dans certains pays, la moyenne est tirée vers le haut par les salaires élevés alors que les autres salaires stagnent, voire reculent. Les salaires des femmes restent nettement inférieurs à ceux des hommes: au niveau mondial, l'écart atteint entre 16 et 22% selon la méthode de calcul utilisée. Dans les pays à revenu élevé, cet écart est clairement plus important dans la zone des hauts salaires. De façon générale dans le monde, plus on monte dans l'échelle des salaires, plus la proportion de femmes diminue. Institutions internationales et gouvernements des différents pays rivalisent de déclarations sur la résorption de l'écart mais, dans la pratique, l'OIT souligne que les progrès en matière de réduction des écarts salariaux entre hommes et femmes sont lents.

FRAIS D'INSCRIPTION

Offensive raciste contre les étudiantEs étrangers

Bien plus qu'un arrêté ministériel, un système à combattre.

Difficile d'énumérer l'ensemble des législations racistes adoptées au cours des dix dernières années. Au printemps 2018, l'État se donnait les moyens d'enfermer deux fois plus longtemps une personne en centre de rétention administrative, et criminalisait le travail de 200 000 à 300 000 salariéEs sans papiers. Aujourd'hui, ils veulent racketter les étudiantEs. Un racket qui ne rapportera finalement pas grand-chose, sinon l'attention des racistes.

Une mesure raciste

Le gouvernement a décidé, par un arrêté ministériel, et donc par la décision «exécutoire» d'un ministre, de briser l'accès aux études des étudiantEs étrangers issus de notre classe, et de radier dans la pratique les étudiantEs sans papiers, avec la décision d'une augmentation spectaculaire des frais d'inscription à l'université pour les étudiantes étrangères «extra-européennes». Quelques jours après l'annonce, le portail Campus France affichait déjà les nouveaux tarifs: 2770 euros pour une année en cycle de licence (au lieu de 170 euros actuellement), 3770 euros pour une année en cycle



ANTHONY LIAM/RP

master et en doctorat (au lieu de 243 euros et 380 euros). Il faut le dire et le répéter, même si cela peut paraître évident: il s'agit bien là d'une mesure raciste. Cette augmentation des frais d'inscription n'est pas une énième loi d'austérité: un tel acte, antidémocratique qui plus est, marque un profond tournant dans le racisme à l'université. Si le gouvernement gagne, on va voir, par exemple, se transformer radicalement une université comme celle de Paris 8, dans laquelle 1500 des inscritEs bénéficient de l'aide médicale d'État.

Développer un front antiraciste

Face à de telles attaques, l'heure n'est décidément pas à promouvoir un programme «raisonné» sur

l'immigration. Il est plus que jamais nécessaire que l'ensemble du mouvement étudiant réagisse. Alors que nombre d'entre nous occupions nos facs l'an dernier, trop peu avaient convergé vers les appels des collectifs de sans-papiers à manifester contre la loi asile-immigration. Et pourtant, jusqu'à huit universités ont été occupées par des migrantEs, des dizaines de lycées ont été bloqués contre l'expulsion de l'un ou de l'unE des leurs, et dès à présent des assemblées générales se déroulent dans les universités. L'heure est donc à se doter d'une stratégie pour avancer une orientation dans ce mouvement.

La mobilisation, qui doit être la plus massive possible, doit s'appuyer sur la construction d'une

autonomie politique du mouvement des étudiantEs migrants, car l'émancipation des oppriméEs ne se fera jamais sans les oppriméEs. Déjà de premières dates ont été déposées, comme le 1^{er} décembre à 12h au Panthéon à Paris, pour un rassemblement qui ira possiblement rejoindre le collectif Rosa Parks. Et des initiatives locales se multiplient dans les facs de toute la France.

La perspective du 18 décembre

Partout nous devons chercher à humilier ce gouvernement. Partout, il est nécessaire qu'émergent des fronts pérennes, en mesure de construire un rapport de forces nécessaire à faire barrage au racisme. De multiples occasions vont surgir pour construire un mois de décembre antiraciste: le 1^{er} décembre, le collectif Rosa Parks appelle à manifester suite à une «disparition» des raciséEs le 30 novembre, afin de montrer quelle peut être leur force. Le 18 décembre, toutes les villes et les villages doivent s'enflammer avec les appels à manifester initiés par des cadres unitaires regroupant collectifs, associations, partis et syndicats (voir page 4). Parce que ces augmentations transformeront encore un peu plus les universités, parce que cela écrasera la dignité des étrangerEs, nous devons résister!
Gaël Paris 13^e

Le chiffre

4 fois plus

Selon l'économiste Jean Gadrey, en France, les 1% les plus riches émettent 40 fois plus de carbone que les 10% les plus pauvres, mais les pauvres paient plus de 4 fois plus de taxe carbone en pourcentage de leurs revenus!



Agenda

Samedi 1^{er} décembre, manifestation «Justice, dignité ou rien», Paris.

À 14h, place de la Nation. À l'appel du collectif Rosa Parks.

Samedi 1^{er} décembre, manifestation contre le chômage et la précarité, Paris.

À 12h, rassemblement place de la République (CGT); à 13h, action métro Mairie-d'Ivry (APEIS, MNCP); à 13h45, action devant l'entrée du métro Opéra (APEIS, MNCP); à 14h, à République, départ de la manifestation.

Samedi 1^{er} décembre, manifestation Journée mondiale de lutte contre le sida, Paris.

À 17h, place de la République.

Lundi 10 décembre, réunion publique «la révolution allemande», Metz.

Avec Olivier Besancenot, Laurent Commaille et Patrick Le Moal. À 17h30, campus du Saulcy, amphi Hannah-Arendt. Organisé par Pour l'émancipation et le Laboratoire lorrain de sciences sociales.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

«Nous devons tous intégrer et pas seulement expliquer, mais entendre et comprendre, ce que c'est de vivre avec 950 euros par mois quand les additions dans les restaurants parisiens tournent autour de 200 euros, lorsque vous invitez quelqu'un et que vous ne prenez pas de vin.»

GÉRALD DARMANIN, jeudi 22 novembre 2018.

Dans la réalité, l'unité n'a pas tenu jusqu'au bout, et un groupe d'associations féministes a lancé l'appel «Nous Aussi», qui a donné lieu à un cortège situé à l'avant de la manifestation parisienne. Dans de nombreuses villes, les clivages sont réapparues, se soldant ou pas par une division des manifestations en fonction du travail de convergence réalisé au cours des années précédentes.

Du côté du NPA, nous avons accepté de prendre part à Nous Toutes, non sans critique. Si nous trouvions positif d'éviter la division, plusieurs problèmes se sont posés et il s'agit maintenant de les résoudre. Le premier élément est l'impossibilité de l'auto-organisation. La réalité des comités locaux a différé selon les régions: en région parisienne, ils n'ont eu presque aucune réalité, mais dans les autres villes, les comités locaux étaient de fait les bras propagandistes de Nous Toutes

et non des lieux de formation, de discussion et de production féministes. Il n'était question que de construire la manifestation du 24 novembre, jamais n'était évoqué l'objectif de relancer une dynamique féministe qui aille au-delà. Mais dans les villes où il existait déjà des cadres d'organisation des mobilisations féministes, ceux-ci n'ont pas disparu et ont coexisté avec les personnes se rassemblant autour de Nous toutes, avec la rencontre de différentes générations militantes. L'autre problème résidait dans la stratégie, et dans le positionnement de Nous Toutes par rapport au gouvernement. Malgré plusieurs questionnements au sujet de la grève des femmes ou de l'attitude vis-à-vis du gouvernement Macron, il y a eu un refus d'y répondre, pour ne pas «diviser» sur cette question. Dans la pratique, c'est dans l'autre sens que Nous Toutes a tranché, aussi nous

avons été désagréablement surprises que Nous Toutes se pose la question de rencontrer Marlène Schiappa avant même la manifestation, alors qu'il n'y avait toujours pas d'accord sur les revendications ou que l'intervention de Caroline de Haas se termine sur un appel à Macron sans perspectives.

50 000 et maintenant?

Cette mobilisation est une victoire, mais elle ne suffira pas pour mettre fin aux violences sexistes qui sont systémiques. Le gouvernement Macron ne lâchera rien. Maintenant il s'agit, dans l'ensemble des villes, dans les entreprises, dans les universités, dans les lycées... de préparer la suite, pour reconstruire un mouvement féministe qui se pose la question de ses revendications (contre les violences, pour l'égalité salariale, le partage des tâches domestiques...) et de ses moyens d'action. Les 5 millions de

grévistes de l'État espagnol le 8 mars dernier, les mouvements des femmes d'Amérique latine, celui des femmes de Pologne pour la défense de l'IVG ont mis à l'ordre du jour la construction de la grève massive et auto-organisée. C'est par un rapport de forces que nous pourrions inverser l'ordre des choses. Dans cette période où la révolte gronde et prend des chemins qui ne sont pas habituels, nous devons travailler à unifier toutes les résistances. Il s'agit de faire converger les revendications féministes, antiracistes et sociales, portées aujourd'hui tant par les manifestations du 24 novembre, que par le collectif Rosa Parks le 1^{er} décembre ou, de manière hétérogène, par les gilets jaunes. L'heure n'est pas à opposer ces mouvements mais à reconstruire l'unité de notre camp social contre le capitalisme et le patriarcat.

Commission nationale d'intervention féministe

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



CONGRÈS DU PCF Retour vers le passé ?

Du 23 au 25 novembre s'est tenu, à Ivry-sur-Seine, le 38^e congrès du PCF. Et même si, à la sortie de ce congrès, le PCF s'est doté d'une nouvelle direction, d'un nouveau secrétaire et d'un nouveau logo, son orientation et sa stratégie privilégiant le PS semblent être un retour en arrière.

Le 38^e congrès restera dans les annales de la longue histoire du PCF. Pas sûr que ce soit du fait de l'orientation adoptée mais plutôt du fait que pour la première fois, le secrétaire national a été évincé alors qu'il souhaitait rester. C'est donc sans grande surprise que Fabien Roussel, député du Nord, est devenu le nouveau secrétaire national après que son texte emmené également par André Chassaigne, « Pour un manifeste du Parti communiste du 21^e siècle », a été majoritaire le 6 octobre dernier. Selon le nouveau secrétaire, à la sortie de ce congrès, le PCF sort renforcé et les communistes uniEs et soudés... Une jolie histoire pour les enfants.

La dernière décennie aux oubliettes

Le fait marquant de ce congrès est sans aucun doute la décision d'en finir avec la stratégie de ces dix dernières années portée par Pierre Laurent. En effet, les 736 délégués présents au congrès ont mis fin à la stratégie d'alliance privilégiée avec La France insoumise de Mélenchon en votant à 77% le texte d'orientation. Fini donc le Front de Gauche, créé il y a juste 10 ans et déjà largement moribond. Le PCF renoue ainsi avec sa stratégie d'alliances à géométrie variable en vue, entre autres, des prochaines municipales, mais en privilégiant le PS qui pourrait leur permettre ainsi de garder quelques communes. Dans le texte d'orientation adopté ce week-end, la critique envers ce dernier y est douce, très douce. En effet, le PS est présenté comme un parti pouvant faire « *renaître dans le futur une social-démocratie* ». Et le PS ne s'y est pas trompé : ce fut la seule organisation politique à être venue en force et, dans la délégation, on trouvait même Olivier Faure, le premier secrétaire. Tellement heureux les socialistes de retrouver leurs alliés qu'un des membres de la délégation socialiste a indiqué à *Mediapart* : « *On revient à une relation classique entre le PCF et le PS, ça fait du bien.* » Et pour ménager, à la fois, les « identitaires » et les « unitaires », le congrès a aussi adopté une liste autonome aux prochaines élections européennes avec Ian Brossat à la tête d'une liste « *de large rassemblement* ».

« Soudés et unis », les communistes ?

Depuis la fin du congrès, Fabien Roussel se félicite, dans toutes les interviews, que les communistes sortent de ce congrès « *soudés* », « *unis* » et « *rassemblés* ». Mais ce n'est pas vraiment le cas. Ainsi, les députés n'ont pas tous défendus le même texte. Une partie d'entre elles et eux, comme Stéphane Peu et Elsa Faucillon, sont en effet favorables à un rapprochement avec Mélenchon plutôt qu'avec le PS. Ce dernier, pour Elsa Faucillon, reste et restera longtemps un « *vecteur puissant du libéralisme* ». Les désaccords semblent assez importants pour qu'Elsa Faucillon refuse de rentrer dans la nouvelle direction et semble décidée à créer une sorte de « *think tank* », avec Clémentine Autain, pour et avec tous les « unitaires ». D'autres députés, et pas des moindres, comme Marie-George Buffet et Sébastien Jumel, ne se sont tout simplement pas déplacés, comme si cela n'était plus leur histoire. Les communistes ne se sont donc pas tout à fait entièrement raccommodés, semble-t-il. Fabien Roussel sera sans aucun doute, pour les médias, un meilleur « client » que Pierre Laurent, mais sur le fond politique, il n'est pas porteur d'une véritable alternative stratégique et théorique. Pire, le rapprochement avec le PS d'Olivier Faure ne permettra pas d'en finir avec le processus de marginalisation du PCF. Bien au contraire, cela risque même de l'accélérer. **Joséphine Simpon**

18 DÉCEMBRE Renforcer l'unité et construire la mobilisation

Les deux semaines à venir vont être décisives pour faire du 18 décembre un succès : des réunions unitaires d'organisations se tiennent dans les régions dans au moins une vingtaine de villes recensées, où des cadres unitaires se sont mis en place autour de l'appel national.

Côté signatures d'organisations, on approche les 200 : c'est déjà une réussite, puisque c'est la première fois qu'un tel arc de forces est réuni autour de la défense des migrantEs. Notons d'ailleurs le renforcement cette année du soutien syndical avec l'implication, au côté de Solidaires et de la CNT, de la CGT au niveau confédéral. Dans le sillage de la tribune de Philippe Martinez « Les immigrés ne sont pas responsables du dumping social » dans *le Monde* du 26 septembre, le dernier Comité confédéral national (CCN) a intégré la mobilisation du 18 décembre et l'information aux unions départementales et aux unions locales, après que la confédération a annoncé s'impliquer dans le tirage du matériel (300 000 tracts, 10 000 affiches) pour la région parisienne.

Un climat favorable à l'élargissement

Du reste, là où des réunions d'organisations se sont déjà tenues, les organisations syndicales sont présentes (comme l'UL CGT et la FSU au Havre, par exemple) et impliquées dans la préparation concrète de l'initiative. Ailleurs ce sont parfois des structures syndicales qui appellent à préparer le 18 : en Haute-Savoie par exemple, c'est l'assemblée générale des retraités CGT d'Annecy qui vote à l'unanimité la participation des adhérents à la manifestation. Idem pour le



SAINT-DENIS (93) La marée populaire antiraciste

La « marée populaire » est le cadre large d'organisations (syndicats, associations et partis) qui avait organisé une grande manifestation nationale en mai dernier durant le mouvement contre la loi ferroviaire. Ce cadre organisait, mercredi 21 novembre, 4 heures de débats et d'échanges consacrés aux questions d'antiracisme et d'immigration, une réunion qui a réuni 80 personnes à la Bourse du travail de Saint-Denis. La première session était consacrée au rapport migrations/économie,

à la question des « routes » migratoires... L'enjeu était notamment de répondre à tous les arguments balancés à gauche et à droite pour expliquer que l'immigration pèse sur les salaires, et qu'il faudrait donc « assécher les flux migratoires »... Jean-Albert Guidou de la CGT a notamment répondu à ce type d'arguments, ainsi qu'Alioune de la CSP75. La deuxième session était consacrée au racisme structurel et à la poussée de l'extrême droite, avec des interventions d'Omar Slaouti pour le collectif Rosa Parks, de

syndicat des Mines et énergie. On pourrait multiplier les exemples qui sont autant d'indices de ce climat favorable à l'élargissement de la mobilisation, à la prise de contact entre associations et organisations syndicales pour organiser un maximum de mobilisations locales le 18.

Peser sur le contexte actuel

Car l'enjeu de cette préparation unitaire, c'est que la longue liste des signataires de l'appel ne se contente pas d'être un inventaire à la Prévert : il s'agit en effet de donner aux initiatives du 18 décembre de la force, en termes de nombre et de visibilité ; pour en faire un succès sans précédent et nous donner confiance dans la capacité à mobiliser autour d'un contenu clairement antiraciste et solidaire. C'est le levier pour rebondir sur des mobilisations ultérieures, commencer à peser sur un contexte actuel quelque peu nauséabond, et améliorer le rapport de forces autour des luttes des immigrés ou des migrantEs. Les récentes mobilisations très massives chez nos voisins de Londres, Berlin ou Barcelone montrent que nous avons un certain retard sur la question. Alors... au travail!

Correspondant

Carlos Ghosn, le grand patron adulé par le monde de Davos, a été pris la main dans le pot de confiture. Il est actuellement en garde à vue près de Tokyo, accusé d'avoir dissimulé la moitié des rémunérations qu'il touchait chez Nissan pendant au moins cinq ans : un « petit » pactole de 35 millions d'euros.

Indécence

Et ce ne serait que le premier étage de la fusée, la presse japonaise parle d'un second étage : 30 millions d'euros supplémentaires disparus en plein vol (c'est le cas de le dire), et en prime l'achat de logements somptueux aux quatre coins du monde, un remariage très « Ancien Régime » dans un Grand Trianon privatisé pour l'occasion, voire un emploi fictif à 100 000 dollars annuels pour sa sœur. Le tout aux frais de Nissan...

Dans les sites Renault, nous nous souvenons des sorties du PDG pour justifier la « modération salariale » pour tous, sauf pour quelques dirigeants (et bien sûr sa divine personne) avec l'argument définitif : « le talent, ça se paie ». Et pour celles et ceux qui avaient peut-être accepté les sacrifices en croyant « aider tous ensemble à sortir Renault de la crise », le réveil est brutal.

Les réactions n'ont pas manqué quand est tombée la communication du nouveau directeur exécutif, Thierry Bolloré, adressée aux salariés du Groupe : « *En votre nom, nous voulons écrire ici notre total soutien*

RENAULT La chute de Carlos Ghosn, roi des patrons voyous

Pour toutes les travailleurEs de Renault, les « aventures » de Carlos Ghosn au Japon prennent une saveur particulière au moment même où les questions du pouvoir d'achat et de l'injustice fiscale sont mises sur le devant de la scène par la mobilisation des « gilets jaunes ».

SOLIDARITÉ AVEC CARLOS GHOSN



à notre président directeur général ». En notre nom ? Pour qui se prend-il, ce petit Ghosn en puissance ?

Des inquiétudes

Si la colère ne fait pour l'instant que poindre dans les discussions d'ateliers ou de bureaux, c'est qu'une intense propagande médiatique veut faire régner un climat de peur : « *S'agit-il d'un coup d'État de Nissan pour reprendre le contrôle de l'alliance*

Renault-Nissan-Mitsubishi ? » ; « *Carlos Ghosn est-il victime d'une vengeance japonaise ?* » ; « *Risque d'une OPA sur Renault : menaces sur l'industrie française* », etc.

Premier enseignement : pour les commentateurs économiques, si des capitalistes en dénoncent d'autres pour fraude, c'est qu'il y a anguille sous roche. Sinon, ils ont coutume de couvrir mutuellement leurs méfaits. Jusque-là, nous sommes d'accord!

Mais si cette affaire est à coup sûr symptomatique des luttes de pouvoir que se livrent capitalistes japonais, français mais aussi de bien d'autres pays, une chose est sûre : les travailleurEs n'ont aucune protection à attendre des uns comme des autres. Hommes d'affaires et médias japonais encensaient Carlos Ghosn quand il avait, au début des années 2000, supprimé chez Nissan 20 000 emplois sur 140 000. Ce même Carlos Ghosn a-t-il protégé les salariéEs de Renault en bloquant leurs salaires et en supprimant 10 000 postes en France en 10 ans, en faisant exploser la précarité dans les usines et les centres d'ingénierie ? L'État français, actionnaire de Renault à hauteur de 15%, a-t-il émis une objection au sujet de ces politiques ? Bien sûr que non. Ces derniers jours, les discussions vont bon train sur les sites Renault : quelques craintes face aux incertitudes créées par la situation, d'un côté ; mais de l'autre surtout, la colère accumulée depuis des années, notamment sur les salaires. **Correspondant**

Nous soutenons le mouvement de protestation initié par les gilets jaunes de la Réunion contre la hausse du carburant et la vie chère et saluons leur détermination, leur volonté de décider démocratiquement de toutes les actions menées et de contrôler en permanence et au plus près leur mise en œuvre. Ne serait-ce que cela, c'est pour nous déjà une victoire qui dénote une prise de conscience extraordinaire notamment de la jeunesse.

La voie de l'affrontement

Nous remarquons qu'une fois encore, un préfet de la Réunion, agissant sur ordre du gouvernement, a choisi la voie de l'affrontement avec le mouvement social au nom de « l'ordre républicain ». Il est tout à fait révélateur à cet égard qu'il ait tenu à se faire accompagner par le Procureur de la République lors de sa première conférence de presse. Shabouk toujours là ! Cette attitude est celle d'un gouvernement tout entier convaincu qu'il faut punir, sanctionner tous ceux que sa politique écrase. Il arrive à l'exploit de dresser la population et les travailleurEs à la fois contre le principe de l'impôt – pourtant seul garant d'un peu de redistribution des richesses – et contre la transition écologique. À force de piétiner les revendications des mouvements sociaux comme récemment ceux qui se sont opposés à la loi travail ou à la privatisation de la SNCF ou encore à l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, à force de mépriser les « fainéants », ou... les gaulois, à force de multiplier les cadeaux à ses amis, les banquiers, à force d'encourager à la répression en utilisant des nervis comme à l'époque Debré (Benalla), ce gouvernement ne peut faire l'étonné face à l'exaspération d'une population particulièrement victime de ses choix comme à la Réunion. *Bann'la y rod y gout !*

LA RÉUNION Protestations contre la vie chère... et répression

Alors que le mouvement des gilets jaunes se développait également à La Réunion, en signe de protestation contre la vie chère, le gouvernement a fait le choix de la répression, avec instauration d'un couvre-feu, patrouilles de l'armée et autres pratiques typiques de la gestion coloniale des conflits sociaux dans « l'outre-mer ». Nous publions un communiqué rédigé et diffusé par plusieurs de nos camarades réunionnais.



Gendarmes mobiles et ministre des colonies

Tous les dix ans, à peu près, la Réunion explose. Tous les dix ans, le gouvernement français fait mine de découvrir notre île et nous envoie des gendarmes mobiles et son ministre des colonies. Pour qu'en fait surtout rien ne change. Que Girardin vienne aujourd'hui ou mercredi ou jamais, n'a aucune importance. Nous ne croyons plus à la possibilité d'un dialogue avec une marionnette de Macron. Nous ne croyons plus non plus en ceux qui nous convoquent régulièrement pour voter pour eux seulement parce qu'ils ont pris goût aux sièges dorés que leur offre la république, qui ont pour nom

« élu » mais pour seul programme « moi, moi et encore moi », qui nous enfument et nous enferment dans le fénoir tout en nous traitant d'irresponsables parce que le cirque électoral nous dégoûte. La rencontre du 22 de Saint-Benoît préfigure ce qu'il nous faut : un vaste débat citoyen organisé sur toute l'île, en dehors de toute structure étatique pour définir *sak nou vé*. Les ministres, les assises, les préfets défilent mais la misère reste. La discussion avec ces gens-là est inutile. Par contre, entre travailleurEs, chômeurEs, jeunes réunionnaisEs, il est urgent de définir nos revendications sur tous les plans, social, économique, écologique, pour notre avenir. Mais

dans l'immédiat, d'autres forces sociales doivent se joindre au mouvement spontané des gilets jaunes : les organisations syndicales qui en 2009 avec le COSPAR [Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives réunionnaises] ont déjà porté des revendications contre la vie chère, pour l'amélioration des salaires, des pensions, des minima sociaux, peuvent répondre à l'urgence sociale et appeler l'ensemble des travailleurs réunionnais à se mettre en grève et descendre dans la rue, ne serait-ce que pour accueillir « dignement » Mme Girardin. C'est maintenant qu'il faut y aller ! **Ph. Azéma, Y. Thirapathi, D. Bourse, A. Roche, Y. Thébaud et R. Rangé, le 22 novembre 2018.**

YÉMEN L'ONU s'en mêle, les ventes d'armes françaises continuent

La visite de l'envoyé spécial de l'ONU dans le port de Hodeida, en fin de semaine dernière, pouvait laisser augurer d'un début de négociations entre les Houthis et la coalition menée par l'Arabie saoudite, qui bombarde sans relâche le pays depuis 2015 et a provoqué la pire crise humanitaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais les obstacles à ces négociations sont nombreux, à commencer par la résolution 2216 de l'ONU qui exige la reddition sans conditions des rebelles houthis.

Les déclarations tonitrueuses de Donald Trump sur la nécessité de l'ouverture de négociations après le meurtre, dans des conditions épouvantables, du journaliste Kamal Khashoggi, ont été tout de suite tempérées par son soutien indéfectible à la monarchie saoudienne. Même le rapport de la CIA, qui met en cause directement Mohammed ben Salmane dans cet assassinat, n'a pas ébranlé ce soutien, et les mesures de rétorsion prises sont presque risibles : le gel des avoirs et l'interdiction d'entrer aux USA pour 17 ressortissants saoudiens touchent des personnes déjà inculpées en Arabie saoudite dans le cadre de l'« affaire Khashoggi », mais surtout pas le ou les commanditaires. Ce qui permet au prince Turki-al Fayal, ancien ambassadeur aux USA, de se gausser de la CIA lors d'une conférence de presse en déclarant qu'on ne pouvait pas compter sur



la CIA pour avancer une conclusion crédible, puisqu'elle avait conclu à la présence d'armes de destruction massive en Irak en 2003... Et d'ajouter : « Je ne vois pas pourquoi la CIA n'est pas devant les tribunaux aux USA. Voilà ma réponse à leur affirmation sur qui est responsable de ce qui s'est passé au consulat à Istanbul ». Une arrogance qui montre bien que la famille Saoud ne doute pas du soutien de la présidence.

Les ventes d'armes continuent Malgré la désapprobation internationale montante à l'égard de ce conflit, surtout depuis que les images d'enfants squelettiques ont commencé à circuler largement sur les réseaux sociaux, les contrats de vente d'armes sophistiquées à l'Arabie saoudite continuent d'être honorés par certains pays, dont la France évidemment. Mais l'Allemagne vient de geler toutes ses

livraisons d'armes, suivie par le Danemark, ce qui met le gouvernement français dans une position délicate : le choix entre le business prospère de la vente d'armes au profit de la balance commerciale française et la responsabilité dans un gigantesque drame humanitaire. Pour l'instant, le gouvernement a choisi les milliards, mais cette attitude va devenir difficilement défendable au fur et à mesure que les autres pays européens s'en désolidarisent...

Quelles perspectives de paix ?

L'urgence est évidemment de faire cesser les bombardements et d'obtenir un accord permettant l'acheminement de l'aide humanitaire à une population qui meurt au quotidien du manque d'eau, de ravitaillement et de soins. Mais les perspectives d'une paix durable restent très fragiles, du fait de la rivalité des puissances locales, Arabie saoudite et Émirats arabes unis en tête, qui ont créé, armé et subventionné leurs propres milices au Sud, rendant une éventuelle partition du pays problématique, et source de conflits à venir. Quelle que soit l'issue des négociations, si elles se mettent réellement en route, l'urgence reste d'exiger du gouvernement français l'arrêt immédiat de toute vente d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, ainsi que le gel des livraisons en ce qui concerne les contrats déjà signés, tant que la destruction de la population civile yéménite se poursuivra. **Mireille Court**



Le monde en bref

Arabie saoudite Des militantes féministes torturées

Mohammed ben Salmane marche décidément dans les pas de tous les autocrates issus de la famille royale saoudienne. Alors que l'affaire de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, le 2 octobre, dans le consulat saoudien d'Istanbul, fait toujours la « Une », on a appris, via des sources d'Amnesty international et du Monde, que neuf militantes féministes arrêtées au cours de l'année avaient été torturées et, pour l'une d'entre elles au moins, agressée sexuellement. « Durant les premiers mois de leur détention, elles ont toutes subi des coups de fouet et des chocs électriques. Nous savons qu'à la suite de ces tortures, l'une des prisonnières ne pouvait plus se tenir debout et qu'une autre était prise de tremblements tels qu'elle ne pouvait pas saisir le moindre objet. Nous savons aussi que l'une d'elles a tenté à plusieurs reprises de se suicider », témoigne l'une des sources du Monde. L'arrestation de ces neuf militantes s'était produite alors même qu'était levée l'interdiction faite aux Saoudiennes de conduire. Une manière de dissuader les femmes en général, et les féministes en particulier, de continuer à revendiquer des droits dans un pays ultra-patriarcal et ultra-réactionnaire ? C'est plus que probable. D'après certains témoins du Monde, on peut même parler d'un durcissement du régime : « Jusque-là, les femmes emprisonnées dans le royaume souffraient des irrégularités habituelles de procédures, comme la privation d'avocat, de médicaments ou de visites. Nous n'avons jamais entendu parler, dans le passé, de mesures aussi agressives. » Mohammed ben Salmane, grand ami de la France, a décidément tout d'un « modernisateur »... de la barbarie.

Israël-Palestine Airbnb se retire des colonies israéliennes

La décision est symbolique, et elle ne va pas nous faire chanter les louanges du géant de la location entre particuliers Airbnb. Mais il y a des symboles qui font du bien, car ils disent quelque chose de l'air du temps. Le 19 novembre, on apprenait ainsi qu'Airbnb ne proposerait plus de locations dans les colonies de Cisjordanie. Jusqu'alors, la plateforme proposait en effet de tels logements à la location, en les référant, qui plus est, comme étant situés en Israël.



« Nous avons conclu que nous devrions retirer de nos listes les logements dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée qui sont au cœur de la dispute entre Israéliens et Palestiniens », déclare Airbnb dans un communiqué. La plateforme s'est attiré les foudres des autorités israéliennes qui ont dénoncé, entre autres, une décision « honteuse », inspirée par « l'antisémitisme », témoignant de la « reddition au terrorisme », et menaçant Airbnb de sanctions. Cette décision n'est pas venue de nulle part : cela fait en effet plusieurs années que le mouvement BDS mène, à l'échelle internationale, une campagne contre Airbnb et ses logements dans les colonies, et l'ONG Human Rights Watch vient de rendre public un rapport intitulé « Bed and Breakfast en terre volée », dans laquelle elle accuse Airbnb et Booking.com de « pérenniser un régime discriminatoire en Cisjordanie en y poursuivant leurs activités ». Booking.com n'a pas encore réagi, mais nul doute que la décision d'Airbnb doit être prise pour ce qu'elle est : une victoire, modeste mais hautement symbolique, du mouvement international pour le BDS et pour les droits des PalestinienEs.

MARSEILLE

RÊVE MUNICIPAL, CAUCHEMAR

« **L'** *incompétence de la mairie de Marseille en matière d'habitat n'est pas*

une erreur, mais une méthode politique » : cette phrase, tirée d'un tract diffusé par l'assemblée de la Plaine à Marseille, résume en quelques mots le contexte dans lequel s'est produit, le 5 novembre, l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne. Conjonction des événements, celui-ci s'est produit alors qu'une lutte d'ampleur se déroule dans le quartier de la Plaine, contre un projet municipal visant à exclure, sous couvert d'aménagement urbain, les catégories populaires d'un quartier prisé par les promoteurs et autres rapaces de l'immobilier. Marseille est en effet le théâtre d'une véritable lutte de classes dans le domaine de l'habitat, avec une volonté assumée, de la part des autorités municipales, de rendre inaccessibles des parties entières de la ville aux classes populaires, quitte à favoriser leur départ par une politique délibérée de non-rénovation des immeubles vétustes, jusqu'à des tragédies comme celle de la rue d'Aubagne.

Des réaménagements ont lieu à travers toute la ville et font apparaître ici d'immenses terrasses, là un centre commercial, et demain, au pied de Noailles, un hôtel de luxe. Ils ont souvent comme point commun d'être des échecs, de produire des espaces en surcapacité, dont la plupart des objectifs affichés n'ont pas été réalisés : aux docks, le taux de locaux vides est quasiment de 45%. L'argent coule à flots dans ces projets sans lien avec la réalité locale, au nom d'une réalité fantasmée par la mairie et les spéculateurs, qui ne rêvent que de quartiers haut de gamme, de touristes, de bateaux de croisière et de grandes enseignes internationales. Le tout sur fond de magouilles politico-mafieuses.

LA BATAILLE DE LA PLAINE: UN SYMBOLE

« Il faut nous débarrasser de la moitié des habitants. Le cœur de la ville mérite autre chose. »¹

Quinze ans après ces déclarations de l'adjoint au maire Claude Valette, sa dystopie continue son chemin à marche forcée, et s'est attaquée à la plus grande place de Marseille, à la Plaine, avec un projet mis en œuvre sous protection policière, très semblable à une opération militaire, par ses accrochages et rebondissements, ses tactiques... et ses échecs. Avec aussi la construction d'un mur : 1000 tonnes de béton pour un coût de 390 000 euros... Des opérations de séduction ont également été organisées, avec l'apparition d'un collectif « apolitique » pro-travaux et la distribution d'un tract dans toutes les boîtes à lettres des quartiers avoisinants.

En face, une lutte protéiforme : de la résistance face aux nervis de l'État aux manifestations joyeuses et populaires, en passant par des référés, des petits-déjeuners pour aller à la rencontre des salariés des chantiers en place... Tous les moyens possibles sont utilisés pour renvoyer ce chantier aux oubliettes qu'il n'aurait jamais dû quitter. Chaque jour, des militantEs, sympathisantEs, voisinEs, se rendent aux différents points de rassemblements, l'entrée du chantier, les espaces encore accessibles autour de la Plaine, etc.

« Des révolutionnaires de pacotille »

La Plaine, îlot alternatif parmi d'autres, propice aux relations de proximité par son espace ouvert, aux initiatives solidaires, épine dans le pied de cette gouvernance à destination des plus riches et du touriste aisé, ne veut pas être cette place lisse et mortifère

que la municipalité vomit sur les habitantEs et usagerEs du quartier.

« Je ne faiblirai pas, le chantier va se poursuivre comme prévu », martèle Gérard Chenoz, adjoint délégué au centre-ville et président de la Soleam, qui considère les opposantEs « comme des anarchistes, des révolutionnaires de pacotille, une minorité non représentative avec qui il est difficile de travailler. » On se souviendra que le même Gérard Chenoz déclarait, il y a plus de 15 ans : « Pour que les gens soient mélangés, il faut que certains partent. »²

La mairie ne s'en cache pas. Sa priorité, ce sont les touristes, et notamment les croisiéristes. Et ce peuple qu'elle a abandonné aux investisseurs et à leur rapacité, ne doit plus apparaître. Il leur faut des quartiers de carte postale, ils pensent avoir trouvé leur public et pressent l'actuel de sortir de la scène.

Un autre type de rénovation est possible

De sa tour d'argent, Gérard Chenoz ne peut pas voir que les collectifs rassemblent une bonne partie des phocéennes et phocéens. Une place, c'est un lieu où on se croise, où on discute, l'endroit où on découvre d'autres existences, où on dévoile une partie de la sienne, où on exprime son envie, ses expériences, ses attentes. Un des collectifs a fait des propositions pour un autre type de rénovation, respectueuse des dynamiques existantes et activités sociales et économiques qui font la vitalité et l'attrait de ce quartier. Une rénovation faite en réelle concertation avec l'ensemble de la population. Cela va d'un entretien régulier de la place à la propreté après le marché, en passant par une dératification de la butte des magnolias et de l'aire de jeux, le soin et l'entretien des arbres existants, la réduction à une voie de circulation, l'amélioration de l'accessibilité des piétons en élargissant les trottoirs en pied d'immeubles, notamment en correspondance des arrêts de bus, la multiplication des passages piétons, l'installation de nombreux bancs en vis-à-vis et de tables, de toilettes entretenues et gratuites, etc.

Les propositions pour renforcer l'usage de la place sont nombreuses, elles démontrent une véritable attente pour une réhabilitation de cet espace laissé à l'abandon, comme tant d'autres, par l'équipe de Gaudin. Le 1^{er} novembre, une manifestation de soutien à la Plaine était organisée. Il y avait, en tête, un convoi composé d'un petit cercueil suivi d'une banderole noire « RIP simulacre de concertation, Soleam fossoyeur de la Plaine ». Les habitantEs ont la ferme intention de poursuivre le combat, et se sont de nouveau fait entendre, en masse, lors d'une manifestation organisée le 24 novembre.

1 - Le Figaro, 18 novembre 2003.

(2) Cité par Didier Berneau dans l'Humanité, 21 avril 2000

MARSEILLE :
UN MUR POUR PROTÉGER LE CHANTIER DE LA PLAINE



LE SOCIAL!

LE PRÉCÉDENT DE LA CAPELETTE

« **C**equi arrive [à la Plaine] me fait beaucoup penser à ce que Marseille Aménagement [l'ancien nom de la Soleam, NDLR] a fait rue de la République en étouffant les commerçants et en les forçant à vendre à vil prix », explique Jean-Pierre Brundu, président de l'Université populaire de Marseille. Avec comme résultat, entre autres, une dégradation rapide des immeubles avec le refus d'entretenir des biens qui peuvent être préemptés par la ville. Et l'apparition d'acteurs qui n'existent que pour dégager des marges sur une population qu'ils condamnent à vivre dans un grand précarité.

Fonds spéculatifs

On parle ici de fonds spéculatifs qui rachètent des quartiers complets, des responsables politiques qui entretiennent leurs réseaux, comme on a pu le voir dans l'épisode de la Capelette, un ancien quartier ouvrier de l'est de Marseille, mis en lumière dans un article de *Mediapart* et du *Ravi*¹ et dans le rapport d'observations définitives sur la gestion de la société d'économie mixte Marseille Aménagement, en date du 7 octobre 2013, de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte-d'Azur² : « Le Palais omnisports de Marseille Grand-Est (POMGE) est un équipement public de 12 000 m² composé d'une patinoire à deux pistes et d'un skatepark intérieur. La décision de le construire a été prise sans réflexion suffisante sur sa fréquentation potentielle et son coût d'exploitation, et sans que la question de sa desserte ne soit résolue. La société Laser occupait une partie de son terrain d'assiette sur la base d'un bail précaire. Réseau ferré de France, propriétaire du terrain, n'ayant pas réussi à le libérer de cette occupation, Marseille Aménagement a accepté de verser une indemnité de 2 millions d'euros,

dix fois plus élevée que l'indemnité conventionnelle maximale à laquelle Laser avait normalement droit. Ce montant a été arrêté sur la base du rapport d'un expert qui a conclu de manière expéditive à l'existence d'un bail commercial, bail que les parties ont ensuite conclu à titre rétroactif. »

« Les terrains sont vendus sans concurrence »

Les magistrats constatent la générosité de la société d'économie mixte Marseille Aménagement, bras armé immobilier de la ville, envers des entrepreneurs marseillais à la Capelette. *Mediapart* et le *Ravi* expliquent : « En 2003, Marseille Aménagement rachète sur cette zone d'aménagement concerté (ZAC) un terrain squatté par Laser Propreté, une société de nettoyage industriel appartenant à la famille Lasery, dont la convention d'occupation est pourtant résiliée depuis 1998. Jackpot : fin 2004, Marseille Aménagement indemnise Laser Propreté à hauteur de 2 millions d'euros, alors que le bail prévoyait une indemnité maximale de 193 000 euros ! [...] En décembre 2011, Marseille Aménagement revend de gré à gré le terrain voisin et une partie de celui indemnisé (dépollué et en partie aménagé à ses frais en 2013) à un groupe de promoteurs qui souhaite y construire le centre commercial Bleu Capelette. Il s'agit d'Icade (filiale de la Caisse des dépôts et des consignations) et de Sifer, une société dirigée par Eric Lasery, l'un des associés de Laser Propreté, qui n'a pourtant aucune expérience dans le domaine. [...] D'où les soupçons de favoritisme. Contacté, Eric Lasery [déclare] : "Les terrains sont vendus à Marseille sans concurrence, donc il n'y a pas eu d'exception pour nous." » Au moins, les choses sont claires...

1 – Article en ligne sur <https://www.mediapart.fr/journal/france/060314/comment-jean-claude-gaudin-vendu-marseille-aux-promoteurs>

2 – Rapport en ligne sur <https://www.ccomptes.fr/fr/documents/25880>

VOUS AVEZ DIT SYSTÈME POLITICO-MAFIEUX ?

Extraits de l'article « Comment Jean-Claude Gaudin a vendu Marseille aux promoteurs », publié par *Mediapart* et le *Ravi* en... 2014¹.

La ville s'est fait taper plusieurs fois sur les doigts par le tribunal administratif pour sa générosité avec des promoteurs. Les plus récentes : une ristourne de 300 000 euros à Kaufman & Broad sur la vente d'un terrain (2011) et une aide économique de 2,5 millions d'euros à Axa pour la transformation de l'Hôtel-Dieu en un cinq-étoiles (2012). Sans que cela n'affole l'hôtel de ville.

Discrètes ristournes

Le 7 octobre 2013, Jean-Claude Gaudin a fait voter la cession du seul espace public du quartier Corderie (7^e arrondissement) pour 3,4 millions d'euros à une filiale de Vinci, qui veut y construire 109 logements depuis dix ans. Avec une discrète ristourne d'un million d'euros pour racheter le volume nécessaire à l'édification une sortie d'école supprimée par le projet. Le projet est attaqué au tribunal administratif par le CIQ (Comité d'intérêt de quartier) du coin et une poignée de riverains. Le même jour, le sénateur-maire UMP a glissé dans les derniers rapports de la séance l'attribution au groupe Eiffage de neuf étages d'un bâtiment à construire. Coût : 37,6 millions

ENQUÊTE ET PERQUISITION APRÈS LE DRAME DE LA RUE D'AUBAGNE

JE PEUX FOURNIR TOUTES LES FACTURES DES ROULEAUX DE SCOTCH QUI ONT SERVI À LA RÉNOVATION DES IMMEUBLES EN PÉRIL !!!



CHARMAG

d'euros. « Un soutien au démarrage d'Euroméditerranée 2 », s'est à l'époque justifié l'adjoint aux finances, qui rappelle le geste d'Eugène Caselli, président PS de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), envers la tour La Marseillaise de Marc Pietri. [...]

Collusions avec les promoteurs

Encore plus discrètes, les relations d'affaires entre l'équipe Gaudin et les promoteurs. À commencer par l'ex-directeur de Marseille Aménagement Charles Boumendil, ancien du

groupe Bouygues, qui a présidé en 2011 l'association « Architecture et maîtres d'ouvrage ». Un « cercle restreint de professionnels et de responsables régionaux » qui rassemble, pour des visites de chantier ou des cocktails en catamaran, donateurs d'ordre, industriels du bâtiment et architectes, dans le but vertueux de « favoriser la qualité architecturale ». Et plus si affinités...

Autre exemple, en mai 2013, la *Marseillaise* révèle par exemple que Philippe Berger, ancien adjoint au sénateur-maire UMP de Marseille, délégué à la prévention des risques et qui « a vu défiler les

demandes de permis de construire déposés par le promoteur Progrééal », a créé en 2011 une entreprise qui travaille notamment pour... Progrééal. Promoteur dont les programmes marseillais connaissent bien des soucis : éboulis, glissements de terrain et malfaçons rendent plusieurs de ses bâtiments inhabitables. De son côté, Roland Blum, premier adjoint et député jusqu'en 2012, spécialisé dans le droit de la construction, a beaucoup plaidé à l'Assemblée nationale contre « les recours abusifs » contre les permis de construire. Encore mieux, José Allegrini, successeur de Philippe Berger à la prévention des risques, intervient dans un contentieux immobilier à 3,2 millions d'euros entre la ville de Marseille et la Deutsche Bank, garant d'un promoteur poursuivi pour escroquerie (*le Canard enchaîné*, 26/02). Il assure n'être qu'une « simple boîte aux lettres pour un confrère parisien ».

Tout aussi désintéressé, Yves Moraine. Le cabinet du nouveau dauphin de Gaudin apparaît dans la même affaire. Mais aussi dans celle qui a opposé Vinci et Eiffage à Marseille Provence Métropole (MPM) à propos du tunnel Prado Sud, comme l'a révélé le mensuel *Bons baisers de Marseille*. Les deux géants du BTP ont obtenu une rallonge de 24 millions d'euros – ils demandaient 81 millions d'euros – pour des travaux non prévus au contrat

1 – Article en ligne sur <https://www.mediapart.fr/journal/france/060314/comment-jean-claude-gaudin-vendu-marseille-aux-promoteurs>

LA PLAINE-AUBAGNE, MÊME COMBAT

La Plaine lutte pour garder ses habitants et ses habitantes, et pour les garder en bonne santé. À la Plaine, on n'oublie pas que Marseille, c'est aussi 40 000 logements insalubres dans lesquels vivent 100 000 personnes. La catastrophe de la rue d'Aubagne illustre tragiquement le cycle de spéculations des grands chantiers urbains, l'abandon des zones au privé, la dégradation des conditions de vie, le retrait des services sociaux... Et 8 victimes, 8 vies pour que le profit ne s'arrête jamais.

Réfugiés de l'insalubre

Un autre décompte est apparu, celui des réfugiés de l'insalubre, du péril imminent, des marchands de sommeil. Depuis l'effondrement du 63 et du 65 rue d'Aubagne, la liste des évacués ne cesse de s'allonger. À la date du 25 novembre, 183 immeubles vétustes avaient été évacués, soit 1 352 personnes, dont 446 dans le périmètre de la rue d'Aubagne et 906 personnes en dehors de ce périmètre. Le quartier de Noailles est, depuis 2001, au cœur d'une opération de restauration déclarée d'utilité publique. Ce programme est un PRI (« périmètre de restauration immobilière »). En tout, à Marseille, 6 000 copropriétés sont jugées « fragiles », dont une grande partie dans le centre ancien et les quartiers Nord. Plus de 15 ans plus tard, en 2017, 39% des



DR

immeubles concernés n'avaient connu aucun travaux et la presse révélait qu'un homme politique local ferait partie des propriétaires de la rue d'Aubagne. Le mal-logement n'est un sujet pour la mairie que s'il apporte des subventions et permet le copinage....

La Plaine a participé de manière solidaire à toutes les initiatives liées à la rue d'Aubagne. Une partie des collectifs a défilé derrière une bannière noire : « 20 millions d'euros pour détruire la Plaine, pas une thune pour sauver Noailles. À qui profite le crime ? »

Manifestations au cours desquelles l'État, via ses forces de répression que sont les CRS, gardes mobiles et autres renforts de la BAC, a montré, dans une spectaculaire démonstration de violence, son soutien à la classe politique locale.

PARIS-DIDEROT

Non aux licenciements abusifs à l'université!



L'université Paris-Diderot a décidé de mettre brutalement fin au contrat de travail d'une jeune doctorante, Ana, juste avant la fin de sa période d'essai en octobre dernier.

Motif invoqué? Son casier judiciaire n'est pas vierge. En effet, il y a quelques années, Ana a été condamnée pour avoir jeté un café froid, considéré par les tribunaux comme une « arme par destination », sur des militants d'extrême droite qui bousculaient une syndicaliste dans une université du sud de la France.

Imposer la réintégration

Pourtant, les mentions au casier judiciaire ne conduisent pas automatiquement à l'interdiction de devenir un agent public. Au contraire, il s'agit d'une exception qui doit être justifiée si les faits inscrits au casier sont incompatibles avec la fonction exercée. Pour le cas d'Ana, les faits minimes reprochés ne justifient pas du tout ce licenciement. La présidence de l'université l'a elle-même reconnu implicitement puisqu'elle a demandé à Ana de réaliser les démarches d'effacement de son casier pour éviter le licenciement... mais dans des délais bien trop courts pour que ces démarches devant les tribunaux puissent aboutir à temps!

L'annonce du licenciement d'Ana a suscité de nombreuses réactions de solidarité de la part des collègues – doctorantEs comme chercheurEs – et des étudiantEs de l'université qui, depuis plusieurs semaines, organisent des rassemblements de soutien, des projections de films et des débats pour exercer une pression sur la présidence de l'université et imposer la réintégration d'Ana. Dans la mobilisation, il est apparu qu'un autre doctorant aurait été empêché de poursuivre son doctorat à cause d'une inscription à son casier judiciaire. Une raison supplémentaire pour ne pas laisser faire impunément l'université!

Sous couvert de « respectabilité », ce genre de mesures arbitraires et injustes participent aussi à réprimer toujours plus l'engagement des étudiantEs et à criminaliser leurs actions collectives. Alors pour reprendre un des slogans du comité de soutien d'Ana: « Faisons de notre indignation une arme par destination! »

Coline Boutrin

1 – Le prénom a été modifié.

1^{er} DÉCEMBRE Contre la casse de l'assurance chômage et du service public de l'emploi!

Mardi 20 novembre, les salariéEs de Pôle emploi étaient appelés à la grève. L'ensemble de la presse a souligné l'étendue de la mobilisation, à l'instar du Monde: « De mémoire de syndicaliste, Pôle emploi n'avait pas connu une grève d'une telle ampleur depuis sa création, il y a une dizaine d'années ». Il faut dire que la situation est explosive...

Entre 30 % et 35 % des agentEs étaient en grève au niveau national le 20 novembre, avec des taux approchant les 45 %, voire 50 % dans certaines régions comme l'Occitanie. À Paris, en l'absence de volonté des organisations nationales, l'intersyndicale IDF avait organisé une manifestation en direction du ministère du Travail, réunissant environ 250 personnes.

Refus des suppressions de postes

Le rassemblement a aussi été l'occasion de donner la parole à d'autres secteurs: inspection du travail, missions locales, AFPA (mobilisés contre le PSE qui prévoit la suppression de près de 2000 postes et la fermeture de 38 centres), postiers du 92. Auparavant, dans le cadre du « collectif Unedic » réunissant CGT, FSU, SUD et les associations de chômeurEs, une cinquantaine de personnes avaient envahi le « LAB », structure rattachée à la direction générale de Pôle emploi, qui organisait ce jour-là une journée « portes ouvertes » dans le cadre de la « semaine de l'innovation publique » sur le thème de « l'innovation à Pôle emploi ».

La revendication principale concerne le refus des suppressions de 800 emplois (en équivalents temps plein) programmées dans le projet de loi de finances 2019. Des suppressions qui s'ajoutent aux près de 300 postes qui ont déjà disparu. Le tout dans un contexte d'augmentation de la charge de travail avec l'extension de l'assurance chômage à de nouveaux publics (travailleurEs indépendants, salariéEs démissionnaires avec un « projet professionnel »), et la mise en

place du PIC (« plan investissement compétences ») qui vise à former 2 millions de personnes. Plus encore: Pôle emploi doit atteindre des objectifs toujours plus élevés, par exemple la réduction des délais de prise en charge en faisant passer le délai pour le premier entretien de 3 semaines à 2 semaines.

« L'optimisation des plateformes de support et la digitalisation de l'accompagnement des demandeurs d'emploi permettent de repositionner plus de 3000 agents pour l'accompagnement, ce qui représente un effort de 30 % supplémentaires » dit Muriel Pénicaud. Sans commentaire! Pour la ministre, les « ressources

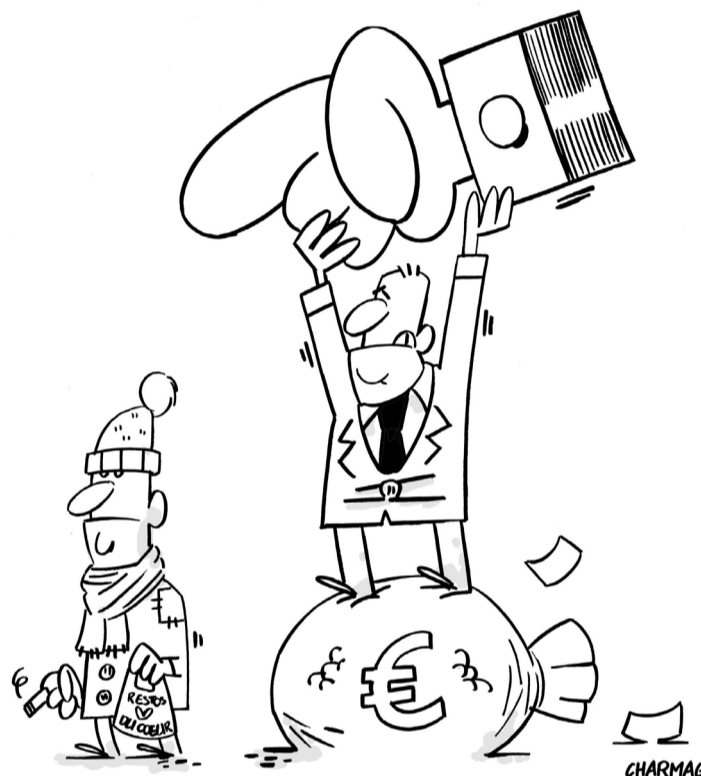
nouveau rendez-vous, entre les représentants des personnels et le ministère du Travail, devrait être fixé dans les prochains jours. Mais alors que la mobilisation a été forte, la seule perspective de l'intersyndicale nationale est d'aller discuter avec les parlementaires pour peser sur le projet de loi de finances! Aucune perspective d'action, ne serait-ce que pour agir avec les salariéEs de l'AFPA qui dépendent aussi du ministère du Travail et qui appellent à une grève et manifestation le 6 décembre.

ChômeurEs mobilisés

Le 20 novembre, les associations de chômeurEs étaient elles aussi présentes au côté des agents de Pôle emploi. Rappelons le contexte: suite au vote de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », la convention assurance chômage est en cours de « renégociation », alors que la précédente (avril 2017) est encore en vigueur. Objectif annoncé dans le « document de cadrage » adressé aux « partenaires sociaux »: « le régime d'assurance chômage doit accélérer son désendettement ». Il est ainsi demandé entre 3 et 4 milliards d'euros d'économie sur 3 ans. Pas besoin de beaucoup d'imagination pour deviner qui va payer...

Conséquence: c'est l'architecture même du système d'indemnisation qui va être revue. En effet, la suppression des cotisations salariales et leur remplacement par la CSG ouvre la porte à un forfait minimal géré par l'État. Dans ce contexte, si la division des associations de chômeurEs pour la traditionnelle manifestation annuelle est problématique, d'autant qu'elle est davantage due à des raisons de pratiques qu'à des désaccords de fond, la journée du 1^{er} décembre n'en est pas moins importante: la CGT chômeurs appelle à un rassemblement (12h) et à une manifestation (14h) à République, et l'APEIS et le MNCP donnent rendez-vous pour une action (13h45 à Opéra). Mobilisation!

Correspondant



« Efficacité » et « productivité »

Sauf que la charge de travail est déjà impossible à tenir, le ministère considérant que la numérisation des activités (bulletins de salaire, attestations employeurs...) permettait de faire des gains de « productivité » et d'absorber les baisses d'effectifs:

globales » de Pôle emploi « sont en augmentation [...] de plus de 100 millions d'euros » en 2019, pour un budget qui « dépasse 5 milliards ». Et elle fait valoir que les 800 postes supprimés « doivent être mis en perspective avec les 56 000 autres », affectés à Pôle emploi. D'après la ministre, ce service public peut être plus « efficace » et accroître sa « productivité », grâce en particulier à la « numérisation ».

Des représentants de l'intersyndicale ont été reçus, le jour de la grève, par un conseiller de Muriel Pénicaud: une rencontre qui n'a bien sûr rien donné. Un

LA POSTE Huit mois de grève dans le 92!

Le 26 novembre, les postierEs du 92 ont franchi le cap des 8 mois de grève. Une durée historique.

Par leur combat, les grévistes et Sud Poste 92 ont réussi à démontrer qu'à travers les réorganisations, La Poste cherche à voler du temps de travail aux salariéEs, et supprimer ainsi des milliers d'emplois. La Poste a été incapable de justifier son calcul de la charge et du temps de travail, et a été déboutée à six reprises au tribunal suite aux expertises demandées par Sud et les personnels. C'est pourquoi les grévistes du 92 demandent un moratoire sur l'ensemble des réorganisations sur le département.



H. Cuck

Une grève utile... et à soutenir

De même, le combat des grévistes a permis d'empêcher le déploiement de Facteo sur le département. Facteo, c'est le smartphone qui contient les applications permettant de mettre en place les nouveaux

services type « Veiller sur nos aînés » ou « Livraison des repas ». Là encore, la Poste a été déboutée trois fois de suite en justice. La grève a permis de favoriser des bagarres et des grèves ailleurs, comme à Paris ou dans le 93, afin de se battre contre

la mise en place des îlots et de la pause méridienne.

Faire 8 mois de grève, cela exige des sacrifices, cela a un impact sur la vie quotidienne des familles, avec des loyers impayés, des interdits bancaires, des mises en demeure... C'est pourquoi les grévistes ont plus que jamais besoin de notre soutien financier. C'est pourquoi il faut continuer à verser et à faire verser à la caisse de grève. Les calendriers des grévistes sont également toujours disponibles, en vente à partir de 10 euros. Correspondant

Pour verser à la caisse de grève: <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfk66>
Chèques à l'ordre de Sud Poste 92: 51, rue Jean-Bonal 92250 La-Garenne-Colombe, mention « solidarité grévistes » au dos. Même adresse pour commander des calendriers: 10 euros, 15 euros prix de soutien... ou plus!

SNCF

Les nouveaux CSE, élus mais pas approuvés!

Du 16 au 22 novembre, des élections professionnelles se tenaient à la SNCF. Les cheminotEs étaient appelés à désigner leurs représentantEs dans les nouveaux CSE (Comité social et économique), par vote électronique. Beaucoup de nouveautés pour un scrutin qui n'a pas bouleversé les équilibres syndicaux. Voici ce qu'on peut d'ores et déjà en dire, avant inventaire plus approfondi.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

CAP 2022 16-17 novembre à la BnF : début d'une lutte prolongée

Le vendredi et le samedi 16 et 17 novembre, les personnels mobilisés de la Bibliothèque nationale de France (BnF) étaient sur le piquet de grève, dès l'ouverture, afin de s'adresser au public et à leurs collègues sur les raisons de la colère.

Après avoir exigé et obtenu de rencontrer la direction pour discuter de leurs revendications, les grévistes sont allés s'adresser aux lecteurEs du rez-de-jardin en entonnant des slogans et en faisant le tour des salles. De nombreux usagerEs leur ont d'ailleurs marqué leur soutien en versant à la caisse de grève !

Vers l'aggravation d'une situation catastrophique

Sur la question des suppressions de postes, il faut commencer par rappeler que le ministère de la Culture a toujours été « en pointe » au sein de la fonction publique. Le nouveau train de réformes intitulé CAP 2022 prévoit d'ailleurs une diminution de près de 10% des effectifs, soit plus de 1000 suppressions de poste à l'échelle ministérielle. Pour la BnF cela équivaldrait à plus de 200 postes... Sachant que la situation y est déjà catastrophique : il n'y a déjà plus assez de personnels pour assurer l'ensemble des missions de la bibliothèque...



NPA

Pourtant, la direction fait le choix de s'entêter dans la même voie. La nouvelle réorganisation du service public qu'elle tente de nous imposer ne servirait qu'à cacher la misère, tout en précarisant encore plus la situation des travailleurEs vacataires et les conditions de travail de l'ensemble des employéEs de la BnF. Au centre des propositions : l'augmentation de la charge de travail avec la possibilité de passer à une base de 14 samedis travaillés (contre

10 maximum à présent) pour les magasinierEs ! La direction évoque également la possibilité de ne venir travailler qu'une demi-journée sur les samedis, accompagnée de l'arrêt des communications de livres le samedi matin et le report des prélèvements sur les équipes de l'après-midi (30% de travail en plus pour les agents). Une proposition ridicule qui serait d'autant plus lourde pour celles et ceux qui ont de longs trajets depuis leur domicile...

Pour des embauches, contre la précarité

Pour le reste, les recettes sont toujours les mêmes, notamment à travers le recours accru aux contrats de « moniteurs-étudiants », qui sont des contrats ultra-précaires qui ne peuvent pas mener à de véritables embauches. D'autant que cette mesure s'ajoute aux nombreux contrats précaires subis aujourd'hui par les vacataires. Les grévistes se mobilisent également pour leurs embauches et leurs titularisations !

Enfin, le ministère de la Culture a alloué en début d'année 540 000 euros à la BnF pour le rééquilibrage et l'augmentation des primes des personnels (dont les salaires sont très bas, et comme partout gelés depuis de nombreuses années). Une rallonge dont ils et elles n'ont toujours pas vu la couleur, et pour laquelle ils vont devoir se battre s'ils veulent qu'elle soit effectivement redistribuée, et ce de manière équitable entre les différentes catégories au sein de la bibliothèque !

Pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail, contre la précarité et pour la défense des services publics, ces deux journées de grève ne suffiront pas. En plus de l'ensemble de ces revendications locales, il nous faudra pour peser construire une mobilisation à l'échelle de l'ensemble du ministère, mais également de l'ensemble de la fonction publique contre le plan mortifère CAP 2022 du gouvernement Macron.

Manon Boltansky

LE BLANC (36)

La lutte pour la défense de la maternité est loin d'être finie

Les propos calomnieux d'Agnès Buzyn (« La maternité du Blanc est une maternité dangereuse, avec une méconnaissance des procédures d'alerte. »), le vote du conseil de surveillance de l'hôpital pour acter la fermeture de la maternité du Blanc, ou encore l'évacuation, par les forces de police, des occupantEs de la maternité, n'ont pas eu raison de la détermination du collectif CPasDemainLaVeille. Bien au contraire.

Une autre occupation a commencé le samedi 17 novembre, celle de l'ancienne maison médicale située devant l'hôpital du Blanc. Mise à disposition par des médecins généralistes de la ville, cette habitation, renommée « maison amicale », permet au collectif de conserver une sorte de quartier général permettant aux défenseurEs de la maternité de se retrouver pour échanger, faire des animations, accueillir des soutiens puis discuter de la stratégie à mettre en place et des actions à préparer.



CPASDEMAINLAVEILLE

Maintenir la pression et élargir

Des membres du collectif se sont notamment invités à la venue de la ministre de la Santé à Orléans (qui a bizarrement annulé son voyage au dernier moment) et ont pu interpellé la secrétaire d'État, puis apercevoir la directrice de l'ARS Centre-Val de Loire qui a tout fait pour ne pas répondre à leur volonté de rencontre. Le nouveau préfet, qui a récupéré un dossier brûlant, s'est quant à lui engagé à rencontrer des membres du collectif dans les prochains jours.

Comme prévu, une centaine de personnes sont montées à Paris pour une journée d'action et de visibilité nationale le 21 novembre. Composée de membres du collectif, d'élus et de soutiens, ils et elles ont mené différentes manifestations dans la capitale : devant l'Assemblée nationale, le congrès des maires de France et le ministère de la Santé puis, enfin, place de la République, où la délégation a rencontré de nombreuses personnalités politiques, dont notre camarade Olivier Besancenot, venu réaffirmer le soutien de notre organisation à cette lutte plus que légitime.

Ce n'était pas un dernier coup d'éclat spectaculaire, mais bien une journée de mobilisation parmi d'autres. En effet, une nouvelle action est prévue et elle risque, une nouvelle fois, de faire couler beaucoup d'encre. Une « marche des oreilles » est en préparation, qui commencera le samedi 1^{er} décembre au Blanc pour finir à Paris le 16. Pourquoi ce nom ? Vu que personne ne nous écoute, la référence aux oreilles était évidente.

Le but est de s'inscrire dans une volonté de maintenir la pression mais aussi de passer par des petites agglomérations afin de rencontrer les populations rurales qui subissent les fermetures d'écoles, de bureaux de poste, de services publics en général.

Antoine Godon (NPA 36)

THÉÂTRE DE LA COMMUNE Vers un débloqué de la situation ?

La grève des salariéEs du théâtre de La Commune d'Aubervilliers concernant leurs conditions de travail dure depuis deux mois, et les négociations, enfin ouvertes, avancent lentement.

Pour mémoire, à l'ouverture de la saison, le 20 septembre, une partie des salariéEs du théâtre avaient commencé une grève contre les pratiques pathogènes de la direction et pour un audit des conditions de travail. Les 12 ruptures conventionnelles, les quatre suppressions de poste, les très nombreux congés maladie... forment un aperçu des difficultés qui ont poussés les salariéEs à se mettre en grève.

Deux réunions en quatre jours

Face aux revendications des grévistes la direction avait été jusqu'à présent peu disposée à discuter : intimidations et menaces de licenciement contre les grévistes, et des réunions de

« négociations » marquées par leur brièveté, les représentants de la direction quittant même l'une d'entre elles en moins de dix minutes ! Confrontés à cette situation difficile, les grévistes sont restés soudés, ont organisé quatre « Temps forts », devant le théâtre, et continuent de s'adresser aux spectateurs qui viennent au spectacle chaque soir. Une solidarité qui a porté ses fruits : on a observé un changement de ton de la part de la direction la semaine dernière, avec deux réunions en quatre jours et des avancées concernant la mise en place d'un audit. Mais afin que les revendications soient vraiment entendues et satisfaites, et qu'un protocole



FB SALARIÉ.E.S. DU THÉÂTRE DE LA COMMUNE EN LUTTE

de fin de conflit soit écrit et signé, les salariéEs ont encore besoin de notre soutien, que ce soit en participant à la caisse de grève ou en participant à leur prochain

Temps fort. Tenez-vous informés en vous rendant sur leur page Facebook « Salarié.e.s du théâtre de La Commune en lutte ».

Valentin Dumont

Les CSE, instaurés par une ordonnance de Macron de septembre 2017, ont été conçus pour remplacer, dans toutes les entreprises, d'ici le 1^{er} janvier 2020, les anciens DP, CE et CHSCT par des éluEs moins nombreux et plus éloignés de leurs camarades de travail.

Une instance contre les militantEs de terrain...

L'objectif avoué est de pousser plus loin le « partenariat » entre patronat et syndicats. Muriel Pénicaud vantait récemment, devant un parterre de patrons et chefs syndicaux allemands, les CSE comme s'inscrivant dans cette « cogestion à l'allemande » instaurée il y a cent ans outre-Rhin.

La direction de la SNCF, dans son empressément à mettre en place les nouvelles

instances, s'est illustrée d'une part en renvoyant à plus tard, après les élections, les négociations nationales et locales sur les modalités de fonctionnement des CSE (représentantEs de proximité, nombre et mode de désignation des délégués syndicaux, etc.), d'autre part en affichant dès le début sa volonté de réduire drastiquement le nombre d'élus et mandatés. S'il devait y avoir un représentantE de proximité pour 200 salariéEs, le nombre total d'élus titulaires passerait de 6250 à moins de 2000.

... dont s'accrochent volontiers les bureaucraties syndicales

Officiellement, toutes les directions syndicales ont protesté contre la mise en place des CSE. Mais au sommet des appareils, on ne voit pas d'un mauvais œil cette mise à distance de la base et cette instance unique

où toutes les informations seraient centralisées et les choix négociés. Ici ou là, la direction de la CGT a ainsi saisi l'opportunité de mettre à l'écart des listes électorales des militantEs syndicaux combattifs et/ou d'extrême gauche, tout particulièrement celles et ceux qui avaient milité pour la grève reconductible au printemps dernier. Comme par hasard, plus de place pour eux !

Les bidouillages de la direction de la SNCF ont échoué

Il s'agissait cette année de la 9^e élection professionnelle en 20 ans. Au gré des restructurations et des changements administratifs visant à l'ouverture à la concurrence, la direction a espéré à chaque scrutin voir progresser les organisations syndicales promptes à se faire son relais sur le terrain et à signer les accords proposés : la CFDT et l'UNSA.

Cette année – au motif de modernité –, Pépy et Cie leur ont fait le cadeau du vote électronique qui, partout où il a été mis en place, a fait baisser le niveau de participation à l'« exécution », c'est-à-dire parmi les plus petites catégories. Au point que des quorums n'y ont pas été atteints, d'où un second tour. La participation par rapport au précédent scrutin de 2015 a baissé de 3,67% à l'exécution et de 2,68% à la maîtrise, mais a augmenté de 2,03% chez les cadres. Pour bien des collègues, il a fallu se prendre la tête avec des problèmes de codes qui ne sont pas arrivés par courrier, ou illisibles, et passer des salles de vote avec urnes et assesseurs, où le vote était concentré sur une seule journée, avec lieu de rencontre et discussion, à des salles vides auxquelles on pouvait accéder pendant une semaine pour trouver comme interlocuteurs...

des PC portables eseuilés faisant office de bornes de vote.

Et si l'on se penche sur les effectifs globaux de la SNCF, suppressions de postes oblige, on constate entre 2015 et 2018 une chute modulée : – 6 576 agents d'exécution, – 1118 agents de maîtrise et + 106 cadres. Malgré ces données, les scores des syndicats n'ont pratiquement pas changé comparativement à 2015 : au niveau national, la CGT fait 34,02% (– 0,31%), l'UNSA 23,96% (+ 0,10%), SUD Rail 17,28% (+ 0,45%), la CFDT 14,30% (– 0,85%), FO 7,63% (– 1,53%).

Quelles que soient les chimères de Macron et Pépy quant à une collaboration heureuse dans de nouveaux cocons appelés CSE, c'est sur le seul terrain de la lutte que continuera à se jouer l'avenir des cheminotEs.

Frédéric Rouvier

Les comités en action!

Pantin (93) Carton plein pour la réunion publique avec Ugo Palheta

Nous étions une trentaine à nous retrouver dans une très bonne ambiance au bar «Chez Agnès», à la soirée de débat et de rencontre avec Ugo Palheta pour discuter de son dernier livre *la Possibilité du fascisme*. Une discussion à bâtons rompus s'est rapidement engagée à travers laquelle nous avons essayé de comprendre la montée des mouvements réactionnaires et leur caractérisation à l'échelle internationale. Dans cette période de crise économique globale, mais également de crise politique qu'Ugo Palheta décrit comme une «*crise d'hégémonie du capitalisme*» (une remise en cause du système, mais aussi des partis traditionnels, du mouvement ouvrier et de ses organisations), faut-il se préparer au risque du fascisme? Et que faire? Quelles tâches pour les révolutionnaires? Il nous faut lutter contre la montée de ces mouvements, mais également prendre la mesure des avancées des idées réactionnaires traditionnellement portées par les extrêmes droites. Même au sein d'une large partie des partis de gauche traditionnels, la question du racisme et des migrants a connu des reculs sans précédents sur ces 30 dernières années.

La réflexion est importante, mais elle doit s'accompagner de l'action! Nous nous sommes donc donné rendez-vous très rapidement dans la rue, dans les prochaines échéances de mobilisation à venir, à commencer par la manifestation du samedi 24 novembre contre les violences faites aux femmes.

Correspondante

Saint-Ouen-l'Aumône (95) En guerre... contre le capitalisme!

Samedi 24 novembre, au cinéma Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône, était projeté le film *En guerre*, de Stéphane Brizé, narratif la lutte puissante d'une boîte en passe d'être rayée de la carte par les requins du profit. Il s'agissait d'une soirée exceptionnelle comme notre cinoche bien aimé en fait régulièrement, avec un invité «de marque»: notre camarade Philippe Poutou.,

Un réel succès, environ une centaine de personnes, parmi lesquels des jeunes, des syndicalistes, des associatifs, des écologistes radicaux et tuiti quanti. Nous avons présenté notre comité local NPA, existant depuis des décennies contre vents et marées, et a réitéré notre soutien indéfectible à Jean-Jacques Rue un animateur actif du cinéma, et à son camarade le cinéaste Yannis Youlountas, récemment condamnés de manière inique suite à une plainte des identitaires à Nice.

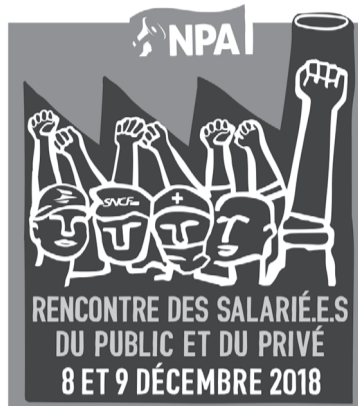
À l'issue de ce film fort, une discussion s'est engagée, évidemment sur l'actualité de la lutte des classes et du mouvement des gilets jaunes. Ensuite, Philippe a expliqué en détails les aléas et la complexité de la lutte des Ford, en insistant sur le fait que les contradictions étaient analogues à celles du film, le combat se menant jusqu'au bout pour la non-fermeture de l'usine sans rentrer dans le piège des «indemnisations». Le livre *Ford Blanquefort même pas mort* a rencontré un grand succès et s'est très bien diffusé! Pour nous, localement, une nouvelle envolée pour la suite avec nos camarades d'Utopia avec lesquels plein de choses sont prévues dont nous ne manqueront pas de vous tenir au courant.

Correspondant NPA Cergy et 95

Rencontre des salariéEs du public et du privé

Échanger, débattre, préparer la contre-offensive du monde du travail

Samedi 8 et dimanche 9 décembre aura lieu à la Bourse du travail de Saint-Denis une rencontre nationale ouverte, organisée par le NPA et consacrée aux questions que pose l'intervention sur les lieux de travail. Il s'agit d'en faire un moment d'échange et de débat entre militantEs du mouvement ouvrier qui se posent le problème de construire une riposte aux attaques contre notre camp social.



que le gouvernement et le patronat sont bien décidés à enchaîner les nouvelles réformes.

Une confiance et une conscience à reconstruire

C'est pour cela que ce week-end sera aussi l'occasion de prendre le temps de discuter des attaques en cours. Contre les suppressions d'emplois dans le privé et le public, avec CAP 22 (-120 000 postes dans la fonction publique), contre la réforme des retraites, nouvel étage

dans la fusée de désintégration de la protection sociale déjà bien mise à mal, il y a bien sûr les enjeux des luttes syndicales, mais également des réponses politiques à apporter. Car les reculs sociaux nourrissent la démoralisation mais aussi la perte des repères politiques.

Pour reconstruire la confiance des équipes et, au-delà, des collègues de travail, dans nos intérêts et nos armes de salariéEs, il y a par exemple besoin de prendre la mesure de l'impasse que représente le protectionnisme, et à l'inverse de construire les solidarités avec les travailleurs sans-papiers, les réfugiés, pour la liberté de circulation et d'installation et l'égalité des droits. Cela passe également par le combat contre toutes les discriminations et violences sexistes et sexuelles, pour que les femmes qui prennent toute leur place dans les combats sociaux, en ce moment les postières du 92 ou les femmes de chambre de l'hôtel Park Hyatt, imposent l'égalité salariale, la fin du temps partiel imposé et une

véritable réduction du temps de travail.

L'irruption de la mobilisation des gilets jaunes, avec le potentiel mais les risques qu'elle recèle, renforce encore l'acuité de discuter et d'agir avec tous les moyens qui sont à notre portée pour que le mouvement ouvrier reprenne l'offensive politique contre l'exploitation capitaliste, qui multiplie les crises, sociale, écologique et humanitaire, pour construire une société débarrassée de la propriété privée capitaliste. De tout cela, nous discuterons durant ce riche week-end où interviendront aussi les porte-parole du NPA, et où se succéderont des temps de pléniers et des réunions de commissions de branches professionnelles ou syndicales. Promis, on ne s'arrêtera que le temps de manifester pour la justice climatique samedi après-midi, car dans une perspective anticapitaliste, les urgences sociales et écologiques se conjuguent.

Cathy Billard

Pour s'inscrire en ligne: <https://npa2009.org/formulaires/inscription-la-cn-public-privé-2018>

Commission

Réunion nationale de la commission immigration et antiracisme du NPA

La réunion, qui s'est tenue à Paris les 24 et 25 novembre, réunissant des militantEs du NPA de plusieurs villes, tombait à pic avant le 18 décembre, journée nationale de solidarité avec les migrantEs. La réunion a également été l'occasion d'une discussion avec les camarades de la commission nationale antifasciste (CNAF), et nous avons bien sûr fait une interruption pour participer à la manifestation contre les violences sexuelles et sexistes.

Objectif 18 décembre

Nous avons d'abord discuté de la situation en France, en Europe et dans le monde, marquée par la montée du racisme, de la xénophobie, de la droite et de l'extrême droite. En même temps, des mobilisations importantes et très diverses se font aussi en solidarité avec les migrantEs.

Nous avons discuté de la journée du 18 décembre, échéance très importante. En effet, et c'est inédit, dans la foulée de la tribune de Martínez dans *le Monde*, la confédération CGT appelle à la journée du 18 décembre. Une opportunité à saisir pour construire une convergence entre syndicats, collectifs, associations de soutien aux migrantEs, et d'assurer une visibilité nationale à cette journée en faisant en sorte que dans de nombreuses villes des manifestations aient lieu en même temps.

Mais il ne suffit pas, pour réussir, que la CGT signe (avec beaucoup d'autres). Il faut que l'appel se

répercute à tous les niveaux. Les syndicalistes du NPA ont un rôle à jouer, en interpellant les UD et les UL, en convoquant des assemblées de syndiquéEs pour en discuter, pour qu'il y ait une solidarité active dans les entreprises, comme cela s'est fait, par exemple, à Annecy, au Havre, à Rouen, à Paris... Il s'agit aussi bien sûr d'activer tous les réseaux des militantEs syndicaux des autres syndicats et des associations agissant sur le terrain des luttes avec les migrantEs pour un accueil digne et l'égalité des droits.

Nous avons également eu un échange autour d'une autre date importante,

celle du 16 mars, journée de l'antiracisme. Dans plusieurs villes, des manifestations auront lieu: en Grande-Bretagne, en Grèce, aux États-Unis, en Espagne, à Vienne, à Berlin. Paris ne doit pas être en reste. Ces manifestations, au moment des élections européennes, sont extrêmement importantes, pour que s'expriment au sein de l'UE, et au-delà, les idées antiracistes, antifascistes, anti-impérialistes, internationalistes contre la marée brune, contre les courants souverainistes, contre les courants et gouvernants fascistes.

Correspondante

Les Nôtres

Laurence Dangel (1973-2018)

C'est à l'âge de 19 ans que Laurence a rejoint en 1993 les JCR à Strasbourg, avant de militer à partir de 1995 à la LCR dans les Alpes-Maritimes, puis à Paris. Militante unitaire, engagée dans la lutte contre l'homophobie et le racisme, Laurence a été membre du comité central de la LCR et assistante parlementaire des députés européens Alain Krivine et Roseline Vachetta. Dans les années 2000, les vents mauvais qui la torturaient depuis son adolescence l'ont toutefois

contrainte à se mettre en retrait du combat politique. Déléguée CGT dans le lycée professionnel de Toulon où elle enseignait les lettres et l'histoire-géographie, Laurence a néanmoins continué jusqu'au bout à faire sien le combat de la LCR et du NPA, même si elle ne disposait plus des forces nécessaires pour pouvoir y militer. Épuisée par des années de lutte contre ses angoisses, confrontée aux pratiques managériales de



DR

l'éducation nationale qui la brisaient, elle s'est donné la mort le vendredi 17 novembre, à l'âge de 44 ans. Pleurant cette jeune femme intelligente, sensible et généreuse qui ne laissait personne indifférent, ses camarades présentent leurs plus sincères condoléances à sa famille, à son compagnon Kalou et à Maximilien, leur fils de 3 ans.

Laurent Ripart

Sophie Oudin-Bensaïd (1947-2018)

Sophie Bensaïd est décédée dans la nuit du mardi 20 novembre, des suites d'un cancer. Ancienne comédienne, Sophie Oudin avait rejoint la LCR (alors Ligue communiste) en 1968. Elle écrivit dans *la Taupe Rouge* puis *les Cahiers de la Taupe* avant de rejoindre *les Cahiers du féminisme* et le comité central de la LCR. Dirigeante politique, militante féministe, internationaliste, elle sera également permanente et journaliste pour *Rouge*.

Des années plus tard, elle quittera la LCR, avant la création du NPA. Elle était devenue entretemps la femme de Daniel Bensaïd, mais ne prit son nom qu'après sa mort. Elle vivait, agissait en synergie avec Daniel, tout en ne se réclamant jamais de sa liaison avec lui. Après sa mort en 2010, elle a créé avec son frère, Jérôme, le site internet danielbensaïd.org, qui va contenir tous les articles de Daniel et ses livres parus en France ou à l'étranger. La disparition de Sophie est pour nous un coup dur et nous



DR

n'oublions pas sa famille, à qui nous envoyons toutes nos condoléances.

Alain Krivine

Essai

Sorti d'usines. La «perruque», un travail détourné, de Robert Kosmann

Éditions Syllepse, 184 pages, 12 euros.

En voyant mon père rapporter à la maison, en provenance de l'atelier de galvanoplastie de chez Simca à Poissy, des anodes de platine transformées en coupe-papier ou des pistons en cendrier, je ne pensais pas qu'un jour ses «perruques» feraient l'objet d'une étude aussi sérieuse, documentée et d'un travail de réflexion tel que ceux réalisés par Robert Kosmann.

Temps «volé» aux patrons

La perruque peut répondre à la définition de Robert : «l'utilisation de matériaux et d'outils par un travailleur, sur le lieu de l'entreprise, pendant le temps de travail, dans le but de fabriquer ou transformer un objet en dehors de la production réglementaire de l'entreprise». Sorti d'usines est un précieux ouvrage qui fait le tour de ces productions réalisées sur du temps «volé» aux patrons, depuis les quilles offertes aux départs en retraite jusqu'à des avions en passant par



les fameux «décodeurs Canal+» produits par centaines (par milliers ?) pour capter gratuitement la chaîne cryptée. Et avec même des détours hors de l'hexagone qui donnent envie de prolonger ces recherches.

Ce que défend pied à pied, en connaisseur, en pratiquant, Robert, c'est que la perruque, quelles que soient ses dimensions, ses domaines, reste avant tout un travail qui ne fait pas l'objet de rémunération. En matière de rémunération, le paiement des matières premières, une bouteille de Ricard, un échange de bons procédés... identifient la perruque. Un usage personnel, pour des amiEs, des collègues mais pas dans le registre du marché noir. Dans le même temps, le ressort de la perruque c'est la réappropriation de l'ensemble de l'activité productrice. Une idée, des matériaux, des outils, des machines que le perruquier maîtrise, un objet fini, concentré de valeur d'usage.

Espaces de liberté

Dans toute entreprise, les petits espaces de liberté, individuels ou collectifs, sont des scories, des impuretés dans le contrat de travail que le patronat cherche en

permanence à réduire. Des espaces de liberté souvent cachés, parfois tolérés, souvent réprimés. La perruque en fait partie et Robert laisse ouverte la discussion sur sa disparition en raison de la chasse aux temps morts, aux évolutions technologiques.

Un inventaire à lire pour découvrir et se faire plaisir, et aussi l'occasion de (re)lire Miklòs Haraszti¹ dont Robert cite ce passage : «À la place du travail aliéné, imposé de dehors par le salaire (et sa négation : le non-sens d'un réconfort interdit) viendrait l'extase du besoin authentique. Le travail en perruque précisément par son non-sens du point de vue de l'usine est l'annonce tranquille et obstinée du besoin d'un travail stimulant, plus fort que tout autre, serait la conviction que notre travail, notre vie et notre conscience sont gouvernés par nos propres buts».

Robert Pelletier

1 - Salaire aux pièces, ouvrier dans un pays de l'Est, éditions du Seuil, 1976.

Théâtre

14-19, la Mémoire nous joue des tours

Cie Jolie Môme. Jusqu'au 2 décembre 2018 à La Belle Étoile.

Lors de la commémoration du 11 Novembre, des lycéenEs, avec leur professeur, font une petite représentation en l'honneur de l'armistice de la Première Guerre mondiale. Honneur de la France, honneur des grands hommes politiques qui auraient permis la paix... Mais si ce n'était pas tout à fait ça ?

Témoins d'une période tumultueuse

Petit retour, dans ce spectacle de la compagnie Jolie Môme, sur cette période de guerre qui fut surtout une boucherie mondiale. On y voit la vie dans les tranchées, le travail des femmes dans les usines d'armement, le rôle des patrons et des gouvernements mais aussi la lutte contre la guerre, les résistances et les tentatives de fraternisation sur les champs de bataille avec les prolétaires du camp d'en face. Enfin on pénètre dans le contexte révolutionnaire en Russie et en Allemagne qui

nous montre que la guerre continue jusqu'en 1919. À travers le personnage de Sam, nous devenons les témoins de toute cette période tumultueuse et nous croisons les révolutionnaires Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Lénine.

À l'heure où le repli sur soi et la fermeture des frontières gagne le monde politique, ce spectacle donne une bouffée d'air et nous rappelle

que même au cœur de la guerre, des militantEs se sont battus pour défendre la lutte commune des travailleurEs par-delà les frontières. Cette voix de l'internationalisme reste toujours d'actualité.

Dans l'univers de fanfare et de théâtre de rue, ce spectacle musical nous plonge pendant deux heures dans l'univers de la compagnie Jolie Môme : chansons, danses, théâtre.

On retrouvera l'esprit de la compagnie avec ses jeux de costume, de mise en scène et les décors en bois construits tout en hauteur. Le drapeau rouge est brandi ! Attention, ça fume !

Virginie Schembri

Les jeudis à 19h30, vendredis et samedis à 20h30, dimanches à 16h. La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, la Plaine-Saint Denis, M° 12 Front-populaire. Tarif : 13-20 euros - réservations au 01 49 98 39 20.

Cinéma

La Ballade de Buster Scruggs

Film (États-Unis) de Joel et Ethan Coen, 2h13min, disponible sur Netflix.

C'est le dernier film des frères Coen. Les fans y retrouveront leur patte, et ne seront pas déçus. L'humour, le hasard, la surprise, la violence toujours présente : tout est en place pour faire de cette œuvre une réussite.

Les frères Coen... et Netflix

Le film est composé d'une succession de 6 épisodes qui se déroulent dans l'Ouest américain, très différents les uns des autres mais où la mort vient ponctuer chaque récit. Les styles y sont très variés, de la farce au western spaghetti, de la ruée vers l'or, dans une nature sublimée, à la conquête de l'Ouest jusqu'au final «timburtonien». Les dialogues y sont ciselés à souhait, souvent à contre-emploi et le rythme des épisodes qui se succèdent laisse peu de temps aux spectateurEs pour assimiler la



chute du précédent. Bref il vaut mieux voir ce film plusieurs fois. Problème : vous ne pourrez pas le voir en salle. Le film est produit par la plateforme Netflix et ne peut être

vu qu'en streaming, sur nos écrans personnels, en s'abonnant. Les frères Coen se justifient en expliquant que Netflix «s'engage et dépense de l'argent sur des films qui ne sont ni des adaptations des Comics Marvel ni des franchises du cinéma, ce qui est actuellement ce que font les studios». C'est effectivement un problème, avec une exception en France, qui protège son industrie cinématographique par l'aide aux financements et qui interdit la diffusion en salle des films produits par la plateforme. Pour combien de temps ?

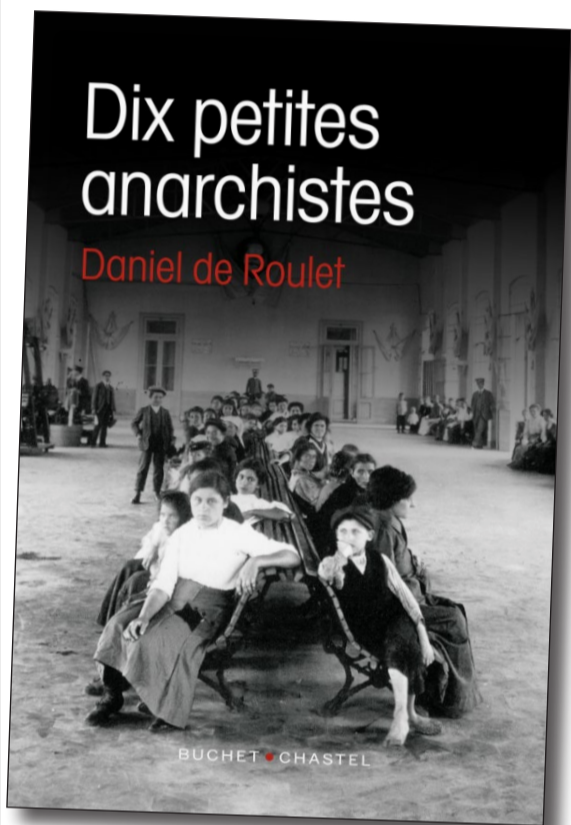
La Ballade de Buster Scruggs a été primé à la Mostra de Venise 2018 et, si Netflix n'a pas pu présenter ses productions à Cannes cette année, il est incontournable sur le marché du film. Le film apparaît bien comme un joli coup du géant étatsunien dans la pénétration du marché du cinéma, voire sa déstabilisation. À suivre. **Jean-Marc Bourquin**

Roman

Dix petites anarchistes, de Daniel de Roulet

Éditions Buchet Chastel, 144 pages, 14 euros.

Il fut un temps où la Suisse était un pays pauvre que ses habitantEs quittaient pour émigrer en masse aux quatre coins du monde. Il fut aussi un temps où la Suisse était, notamment avec les ouvrierEs de l'horlogerie, une des avant-gardes d'un mouvement ouvrier en construction, et notamment de l'anarchisme. À Saint-Imier, petite ville de la partie francophone du canton de Berne, se sont réunies, en 1872, les sections de la I^{re} Internationale qui refusaient les décisions du congrès de La Haye excluant Bakounine.



«Ni dieu, ni chef, ni mari»

Daniel de Roulet, écrivain suisse, a passé son enfance à Saint-Imier. Il imagine l'histoire de «dix petites anarchistes» (c'est ainsi qu'on les appelle) qui quittent Saint-Imier en 1873 pour tenter de vivre selon leurs principes, tant en matière d'organisation sociale que de rapports avec les hommes : «Ni dieu, ni chef, ni mari». Elles iront vers l'Amérique latine : la Patagonie, le sud du Chili, l'île Juan Fernandez (celle de Robinson Crusoe) et enfin Buenos Aires. En chemin, de Roulet leur fait croiser divers personnages historiques : Louise Michel et les déportés de la Commune, l'anarchiste italien Malatesta et enfin le colonel Falcon, chef des forces répressives argentines.

Au fur et à mesure du temps et des épreuves, leurs conceptions se transforment : elles passent de la recherche d'une communauté idéale aux luttes ouvrières et à la construction de syndicats, sans exclure les attentats pour riposter aux violences des dominants. On sent poindre aussi, dans les réflexions de la seule survivante du groupe (qui est supposée en rédiger l'histoire) un pessimisme sur les perspectives finales et la réalisation des idéaux anarchistes : «Ce qui compte, ce n'est pas de réaliser l'utopie de l'anarchie, c'est d'être anarchistes».

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h



SIDA «Un réel manque d'investissement financier et de volonté politique pour combattre la pandémie»

Entretien. À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida (1^{er} décembre), nous avons rencontré **Robin Drevet**, salarié-activiste et coordinateur social et prévention à Act Up-Paris.



DR

Le 1^{er} décembre est la «Journée mondiale de lutte contre le sida». Peux-tu nous rappeler l'histoire et les objectifs de cette initiative ?

Cette année on célèbre le 30^e anniversaire de cette journée à la base instaurée par l'OMS et reprise depuis partout dans le monde. En 2018, le thème retenu est «Connais ton statut», référence au fait que pour vaincre la maladie aujourd'hui, il faut avant tout trouver les personnes séropositives qui s'ignorent. En 1988, quand la première journée a eu lieu, l'objectif était de rendre visible et de sensibiliser le grand public et les politiques qui étaient alors soit dans une indifférence totale face à la maladie, soit la prenaient pour un acte divin dans une perspective moraliste et réactionnaire. Pour resituer les choses, le virus responsable du sida n'a été découvert qu'en 1983, et le premier test sanguin permettant de déterminer qui était séropositif ou non n'a été homologué qu'en 1986. La recherche en est donc encore à ses balbutiements, et l'annonce de la séropositivité est une annonce de mort, avec un stigmate très fort car on parle d'une maladie sexuellement transmissible à propos de laquelle on évoque même les «4H»: homosexuels, hémophiles, Haïtiens. À Act Up-Paris, nous avons décidé cette année de centrer nos événements autour des discriminations et de la répression. En effet, il n'est plus besoin de prouver depuis longtemps que le sida est une épidémie politique avant tout, qui se développe sur le dos des populations marginalisées. L'orientation ultralibérale et répressive que prennent les gouvernements successifs ne font que renforcer les contaminations, comme on peut le voir dans la population migrante.

Où en est l'épidémie aujourd'hui, en France et à l'échelle mondiale ? Quelles sont les principales catégories de population concernées ? Aujourd'hui, l'épidémie est stable en France, et on estime à 7 000 le nombre de contaminations chaque année, un chiffre qui ne bouge pas ou peu depuis 20 ans. Ce constat est amer et reflète un réel manque d'investissement financier et de volonté politique pour combattre la pandémie. L'ONUSIDA a décrété qu'on pouvait arriver à contrôler et stopper l'épidémie au niveau mondial en 2030 si l'on assistait à un réel effort des pays riches au niveau financier. L'année prochaine se tient la conférence de reconstitution du fonds mondial de lutte contre le sida et la tuberculose en France, il va donc falloir être vigilant à ce que les objectifs soient remplis.

Au niveau mondial, on ne peut pas dire qu'il y ait beaucoup de victoires. La réduction du nombre

des nouvelles infections par le VIH a été la plus forte dans la région la plus touchée par le virus, l'Afrique orientale et australe, où les nouvelles infections ont diminué de 30% depuis 2010. Toutefois, en Europe de l'Est et en Asie centrale, le nombre annuel de nouvelles infections par le VIH a doublé et a augmenté de plus d'un quart ces 20 dernières années au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cela peut être mis en corrélation facilement avec des lois répressives et discriminatoires comme en Russie, et même les bons élèves que l'on avait comme le Brésil sont maintenant dans des situations politiques qui ne favorisent pas la lutte contre la maladie. En France, 43% des nouvelles contaminations concernent des personnes homosexuelles, et 40% concernent des personnes migrantes. Chiffre intéressant à relever : parmi les personnes migrantes, une majorité sont des femmes et, selon une enquête de l'ANRS appelé Parcours, plus de 30% de ces infections se sont faites sur le territoire français, marqueur qu'un accueil digne et inconditionnel est vital. Au niveau mondial, l'épidémie change de visage puisqu'elle concerne en majorité des femmes avec une concentration très forte en Afrique subsaharienne et centrale. Les avancées sont toujours fragiles, comme on le voit aux États-Unis où, finalement, seulement 60% des personnes dépistées séropositives ont accès au traitement, le tout étant rendu de plus en plus difficile avec le démantèlement de Medical Care par Donald Trump, ce qui renforce l'idée qu'il faut lutter pour la défense de la Sécurité sociale et de l'hôpital public en France.

Vivre avec le VIH, cela veut dire quoi aujourd'hui ? Quel est le travail d'Act Up-Paris dans ce domaine ? Vivre avec le VIH aujourd'hui, c'est entendre des professionnels de santé et des politiciens dire que ce n'est plus qu'une maladie chronique. Alors, certes, les traitements ont fortement évolué, une charge virale indétectable permet à la personne séropositive de ne plus être contaminante, les effets indésirables (qui ne sont secondaires que pour ceux qui ne les prennent pas) sont moindres par rapport au début des trithérapies, et on arrive même à pouvoir réduire le nombre de prises par semaine. Il ne faut cependant pas oublier le stigmate

permanent et les discriminations vécues par les personnes séropositives, un refus régulier d'accès à des soins (dentiste, gynéco, etc.), l'impossibilité de voyager librement dans tous les pays, un rejet social, familial et affectif qui se démontre à travers une plus grande propension des séropos à la dépression, à l'anxiété, etc. Vivre avec le VIH aujourd'hui, c'est aussi avoir des complications plus rapides que les autres, en particulier cancers et maladies cardiovasculaires. Act Up-Paris tient une permanence d'accès aux droits sociaux depuis 1999, qui accueille des personnes séropositives avec des problématiques d'accès à un logement ou de reconnaissance auprès de la MDPH (Maisons départementales des personnes handicapées). Le constat est fait que notre permanence ne désemplit pas, et que les problématiques restent les mêmes : des ressources très limitées liées au fait que l'accès au travail est difficile, entraînant une difficulté sur l'accès au logement et donc des possibles ruptures de traitement, etc. Notre travail est d'orienter les personnes et de leur donner des conseils pour mieux se défendre face à l'administration et à des médecins parfois peu scrupuleux dans des demandes de reconnaissance Invalidité par exemple.

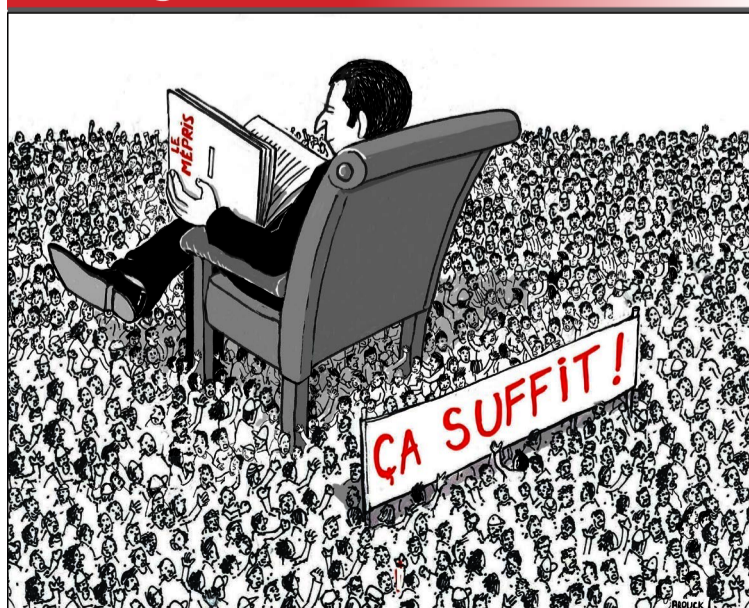
Dans la lutte contre l'épidémie et ses effets, quelles sont les questions les plus urgentes ? Tout est urgent quand on est concerné ! Si aujourd'hui on veut

pouvoir avoir un réel impact sur l'épidémie, il faut pouvoir développer en priorité l'offre de dépistage, c'est-à-dire la multiplier au moins par trois. En Île-de-France, les centres de dépistage sont saturés et les réseaux de laboratoires de villes sont sous-exploités. La raison ? On est obligé d'avoir une ordonnance de son médecin pour pouvoir se faire rembourser. On demande donc une démedicalisation complète du dépistage.

En second point, il faut former les professionnels de santé à la prise en charge des minorités telles que les personnes LGBTI. Quand on est jugé chez son médecin, on n'y retourne pas et on ne se fait pas soigner ! Il faut aussi former les personnels d'EHPAD, la première génération de personnes contaminées commence à avoir plus de 60 ans pour la plupart, avec des problématiques spécifiques, et une prise en charge inexistante. Il faut mettre fin aux discriminations d'État, que ce soit envers les personnes trans qui n'ont toujours aucun accès au droit concernant leur changement d'état civil, ou les personnes travailleurs et travailleuses du sexe dont les conditions de vie se sont dégradées avec une exposition accrue aux violences et aux contaminations depuis la loi de pénalisation des clients de 2016. Cette dernière étant combattue par les personnes travailleurs et travailleuses du sexe elles-mêmes. Enfin, évidemment, notre travail est aussi de nous battre contre les lois racistes adoptées par les gouvernements successifs. Le droit au séjour pour soin est de plus en plus en menacé, et on assiste à des refus de plus en plus importants de visas pour des personnes séropositives, reposant sur l'idée que le traitement est accessible dans leur pays d'origine sans prendre en compte leur qualité de vie. Pour tout cela, Act Up-Paris organise, comme chaque année, une manifestation à l'occasion du 1^{er} décembre : 17 heures au départ de la place de la République à Paris, puis le vernissage d'une exposition appelée *Transmission(s)* au Point Éphémère. 2019 va aussi être l'occasion de tristement célébrer nos 30 ans et donc de rappeler aux pouvoirs publics qu'il est temps d'assumer leurs responsabilités.

Propos recueillis par Julien Salingue

L'image de la semaine



Vu ailleurs

«L'ISF POUR LES BOURGEOIS!» : UN TÉMOIGNAGE.

En ce samedi 24 novembre 2018, nous partons rejoindre le mouvement des gilets jaunes pour nous faire notre propre opinion. [...] Le mépris et l'arrogance d'Emmanuel Macron reviendront plus souvent dans les témoignages que nous avons recueillis que la hausse des taxes sur le carburant. [...]

Les gilets jaunes choisissent de manifester dans les beaux quartiers, de façon visible, avec ce jaune fluorescent comme symbole de leur chaleureuse détermination à renverser les rapports de forces, puisque «c'est nous qui vous engraissons : rendez-nous notre pognon!», comme ils l'ont dit aux clients du restaurant de l'Avenue, à l'angle de la rue de Marignan et de l'avenue Montaigne, juste en face de chez Dior. La préfecture de police voulait les cantonner au Champ-de-Mars, qu'ils ont boudé tout au long de la journée au bénéfice des lieux de pouvoir, le plus près possible de l'Élysée.

Pour nous deux, la confrontation entre les gilets jaunes et les clients chics de ce restaurant cher du 8^e arrondissement a constitué un moment d'observation sociologique exceptionnel. Poussés par les gaz lacrymogènes, les bombes assourdissantes et les canons à eau, nous avons fui par la rue de Marignan avec le slogan repris en chœur : «Macron démission!» Il est aux environs de 13 heures et la terrasse du restaurant de l'Avenue est pleine à craquer d'hommes et de femmes des beaux quartiers qui portent sur leur corps et leur tenue vestimentaire la douceur et la richesse d'une vie quotidienne embaumée par les pétales de roses. Les gilets jaunes encerclent la terrasse avec leur corps malmené par des conditions de vie difficiles, et ce fameux gilet jaune, symbole du prolétariat et des gagnepetit. Il n'y aura aucune violence physique mais les paroles seront franches dans cette confrontation de classe entre les premiers et les derniers de cordée. «Profitez-en, cela ne va pas durer», «Picolez car vous n'allez pas rire longtemps!» [...]

Nous avons été surpris par la reconnaissance de notre travail sur la violence des riches : «Vous avez mis des mots sur notre souffrance et tout ce que vous dites, c'est la vérité!», «Vous êtes vraiment nos porte-voix!» Nous avons fait des selfies, il y a eu des embrassades amicales, nous avons échangé et longuement discuté avec les personnes qui nous ont reconnus et abordés. [...]

Notre témoignage sûrement incomplet ne se veut pas une analyse péremptoire de ce mouvement des gilets jaunes. Il s'agit plutôt d'attirer l'attention sur les processus de stigmatisation qui ont été mis en œuvre dès le départ afin de masquer une colère de classe en casse séditeuse d'extrême droite.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, «Deux sociologues dans les beaux quartiers avec les gilets jaunes», *L'Humanité*, 26 novembre 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org